

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	24.04.2024
Thème	Médias
Mot-clés	Sans restriction
Acteurs	Sans restriction
Type de processus	Autre
Date	01.01.1965 - 01.01.2024

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Buchwalder, Mathias
Clivaz, Romain
Ehrensperger, Elisabeth
Flückiger, Bernadette
Gerber, Marlène
Hirter, Hans
Hohl, Sabine
Moser, Christian
Mosimann, Andrea
Müller, Eva
Petra, Mäder
Rinderknecht, Matthias
Scherrer, Debora
Schär, Suzanne

Citations préféré

Buchwalder, Mathias; Clivaz, Romain; Ehrensperger, Elisabeth; Flückiger, Bernadette; Gerber, Marlène; Hirter, Hans; Hohl, Sabine; Moser, Christian; Mosimann, Andrea; Müller, Eva; Petra, Mäder; Rinderknecht, Matthias; Scherrer, Debora; Schär, Suzanne 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Médias, Autre, 1979 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 24.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Enseignement, culture et médias	1
Médias	1
Radio et télévision	2
Presse	13
Aspects généraux de la politique médiatique	20
Nouveaux médias	23
Sondages	24

Abréviations

EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
KVF-NR	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrates
SPK-NR	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
UBI	Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen
BAKOM	Bundesamt für Kommunikation
EU	Europäische Union
SRG	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
BAP	Bundesamt für Polizeiwesen
CIA	Central Intelligence Agency (Auslandsgeheimdienst der USA)
RTVG	Bundesgesetz über Radio und Fernsehen
SRF	Schweizer Radio und Fernsehen
WEMF	AG für Werbemedienforschung
KdK	Konferenz der Kantonsregierungen
SSM	Schweizer Syndikat Medienschaffender
ComCom	Eidgenössische Kommunikationskommission
VSJ	Verband der Schweizer Journalisten
UKW	Ultrakurzwellen
SZV	Schweizerischer Verband der Zeitungs- und Zeitschriftenverleger
gfs.bern	Forschungsinstitut gfs.bern
WEKO	Wettbewerbskommission

DFJP	Département fédéral de justice et police
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
CTT-CN	Commission des transports et des télécommunications du Conseil national
CIP-CN	Commission des institutions politiques du Conseil national
AIEP	Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision
OFCOM	Office fédéral de la communication
UE	Union européenne
SSR	Société suisse de radiodiffusion
OFP	Office fédéral de la police
CIA	Central Intelligence Agency (Agence centrale de renseignement des Etats-Unis d'Amérique)
LRTV	Loi fédérale sur la radio et la télévision
RTS	Radio Télévision Suisse
REMP	Recherches et études des médias publicitaires
CdC	Conférence des gouvernements cantonaux
SSM	Syndicat suisse des mass media
ComCom	Commission fédérale de la communication
SVJ	Fédération suisse des journalistes
OUC	Onde ultracourte
ASEJ	Association suisse des éditeurs de journaux et périodiques
gfs.bern	Institut de recherche gfs.bern
COMCO	Commission de la concurrence

Chronique générale

Enseignement, culture et médias

Médias

Médias

AUTRE
DATE: 17.03.2023
MATHIAS BUCHWALDER

Le **Conseil fédéral** soumet à **consultation** un **projet de révision du droit d'auteur**. Ce projet vise à ce que les grands services en ligne versent une rémunération aux médias pour l'utilisation de leurs prestations journalistiques, ce qui porterait le nom de droit voisin. Partant du constat que les fournisseurs de service en ligne sont aujourd'hui de plus en plus souvent utilisés comme sources d'information, le Conseil fédéral avait reconnu la nécessité de protéger les prestations journalistiques en ligne dans un rapport datant de décembre 2021. C'est pourquoi le DFJP a, par la suite, élaboré le projet mis en consultation.

Par exemple, les moteurs de recherche comme Google affichent régulièrement des extraits d'articles de journaux et d'images dans les résultats d'une recherche. Ils en ont tout-à-fait le droit, en vertu de la liberté d'information. Cependant, ces extraits ne sont actuellement pas protégés par le droit d'auteur, en raison de leur petite taille. De facto, les entreprises de médias et les journalistes qui les ont produits ne reçoivent pas de rémunération de la part du moteur de recherche pour l'utilisation de leur contenu. Le projet mis en consultation par le Conseil fédéral prévoit de changer cela en obligeant les moteurs de recherche, mais aussi les plateformes multimédias et les médias sociaux à rémunérer les auteurs des extraits. Sont concernés par l'obligation les fournisseurs de services en ligne «qui comptent un nombre annuel moyen d'utilisateurs d'au moins dix pour cent de la population suisse», précise le communiqué de presse du gouvernement. Selon la presse, cela englobe notamment des entreprises comme Google, Facebook, Youtube ou Twitter.

D'après le projet de révision, les droits sur les contenus des médias seront gérés par une société qui représentera les intérêts des entreprises de médias et des journalistes, et négociera le montant de la rémunération avec les fournisseurs de services en ligne concernés par l'obligation. Selon le Conseil fédéral, cette solution limiterait les contraintes bureaucratiques et aurait déjà fait ses preuves. De son côté, l'Union européenne (UE) a adopté une directive à ce sujet en 2019. Cette dernière est déjà mise en pratique dans la plupart des Etats membres. Alors que les changements induits par la nouvelle réglementation ne devraient pas concerner les internautes, les recettes supplémentaires engendrées par la branche journalistique sont pour l'instant difficiles à estimer.

Mandatée par l'association des éditeurs alémaniques Schweizer Medien, une étude a estimé que Google devrait payer plus de CHF 150 millions par année aux éditeurs suisses avec la révision de la loi. Médias Suisses a salué le projet du Conseil fédéral, estimant que «la solution proposée prête une attention particulière aux maisons d'édition de petite et moyenne taille». En revanche, l'Association Médias d'Avenir a regretté un projet qui empêche un vrai débat sur les mesures nécessaires pour aider le secteur médiatique. Dans un entretien accordé à l'Aargauer Zeitung, la conseillère fédérale en charge du DFJP Elisabeth Baume-Schneider a souligné que ce projet ne suffirait pas à lui seul à résoudre les problèmes structurels des médias suisses. Cependant, il est, à ses yeux nécessaire, pour rééquilibrer la relation entre maisons d'éditions et géants de la tech. Selon la conseillère fédérale, la question de l'utilisation de l'intelligence artificielle devra également être prise en compte dans la réforme du droit d'auteur, bien qu'il soit actuellement encore compliqué à dire de quelle manière.¹

AUTRE
DATE: 03.08.2023
MATHIAS BUCHWALDER

La volonté du **Conseil fédéral d'introduire un droit voisin en Suisse** a reçu un **accueil mitigé lors de la consultation**. Pour rappel, cette révision du droit d'auteur a pour but de contraindre les géants du web à rémunérer les éditeurs pour l'utilisation de leurs contenus journalistiques. Plusieurs arguments ont été utilisés pour remettre en question le projet. Premièrement, l'association des entreprises du numérique Swico a relevé que le rapport du Conseil fédéral ne met pas en évidence de défaillance du marché, ce qui pose la question de la nécessité d'une intervention étatique. Deuxièmement, les retombées d'une telle loi ont été mises en doute: les revenus potentiels évoqués dans le rapport seraient surévalués, selon plusieurs voix. De manière générale, l'Association Médias d'Avenir juge que l'introduction d'un droit voisin ne répond pas aux difficultés de la presse et comporterait des dangers considérables pour les petits éditeurs en particulier. Elle souhaite un débat global sur les réformes

nécessaires en matière d'aide à la presse et de régulation des plateformes. Cependant, le projet a reçu le soutien d'Impressum, du Verband Schweizer Medien et de Médias Suisses notamment, qui jugent l'introduction d'un droit voisin essentiel dans une actualité marquée par les licenciements dans le secteur médiatique. La question de l'intelligence artificielle donne également des cheveux blancs aux acteurs de la branche. Bien que tous s'inquiètent de son impact sur la pratique du journalisme, certains estiment qu'elle devrait être prise en compte dans cette révision, alors que d'autres trouvent qu'il faut la traiter dans un cadre différent. A l'administration fédérale maintenant d'adapter ou non son projet en fonction des retours reçus lors de la consultation.²

Radio et télévision

AUTRE

DATE: 11.07.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Berichtsjahr erreichte die Anzahl der bei der Unabhängigen Beschwerdeinstanz (UBI) eingereichten **Beanstandungen einen neuen Höchststand** (50 gegenüber 40 im letzten Jahr). Die Tendenz der Verrechtlichung war auch in diesem Jahr spürbar. Allerdings setzte sich die UBI vermehrt für die Verteidigung eines kritischen Journalismus ein. Charakteristisch für diese Wende war die schriftliche Begründung ihres Entscheids aus dem Jahre 1990 (unter der Präsidentschaft von J.P. Müller) hinsichtlich der Beschwerde gegen die Radiosendung "z.B.: Die Villiger-Firmengeschichte. Gratwanderung zwischen Wirklichkeit und Wunsch", in welchem sie die kritische Hinterfragung von dominierenden politischen Meinungen und das Aufspüren von kontroversen Themen, die unter anderem politische Persönlichkeiten betreffen können, als eine wesentliche Aufgabe der Medien definierte. Laut ihrem Bericht habe die Öffentlichkeit ein Recht, über alle Fragen von öffentlichem Interesse informiert zu werden, wobei dieses Prinzip auch für Informationen und Ideen gelte, die provozieren, schockieren oder stören.³

AUTRE

DATE: 18.04.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Einige Sozial- und Präventivmediziner äusserten sich beunruhigt über die **teilweise Liberalisierung der Werbung für Medikamente**. Obwohl das RTVG Werbung für Medikamente an Radio und Fernsehen verbietet, erlaubt die neue Verordnung Werbespots für sogenannte risikoarme, freiverkäufliche Medikamente. Verkaufssendungen wie Teleshopping sind jetzt erlaubt, jedoch höchstens während einer Stunde pro Tag. Das bisher geltende Verbot der Sonntagswerbung wurde aufgehoben; ausgenommen davon sind nur sechs Feiertage. Neu ist auch die Zulassung des Sponsoring von Sendungen; dabei müssen die Sponsoren am Anfang und am Ende der Sendung als solche kenntlich gemacht werden. Alle bisherigen Veranstalter sollen in den Genuss der neuen Regelung kommen, müssen jedoch eine neue Konzession beantragen.⁴

AUTRE

DATE: 19.11.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Der Bundesrat hat im übrigen gleichzeitig mit den auf den 1. Februar 1993 in Kraft tretenden Gebührenerhöhungen der vorzeitigen **Einführung des Gebührensplittings** zugestimmt; gemäss der neuen Verordnung sollen lokale Veranstalter einen Anteil der SRG-Gebühren in der Höhe von maximal einem Viertel ihrer Betriebskosten erhalten, sofern ihr Versorgungsgebiet weniger als 150 000 Einwohner ab 15 Jahren zählt und damit keine ausreichenden Finanzierungsmöglichkeiten vorhanden sind; gleichzeitig muss das Programm einen hohen Anteil von Eigenleistungen aufweisen und von besonderem öffentlichem Interesse sein.⁵

AUTRE

DATE: 05.05.1993

MATTHIAS RINDERKNECHT

Der private Pay-TV-Sender der welschen Schweiz, **Télécinéromandie**, stellte im Herbst des Berichtsjahres seinen Betrieb ein. An seiner Stelle ist ein gesamteuropäischer Sender in fünf Sprachen namens "Cinévision" für 1994 geplant.⁶

AUTRE

DATE: 04.10.1993

MATTHIAS RINDERKNECHT

Als Direktor der **vierten Senderkette des Schweizer Fernsehens "S plus"** wählte der Zentralratsausschuss der SRG auf Antrag Generaldirektors Riva den ehemaligen Kulturabteilungsleiter der SRG und Direktor von Schweizer Radio International, Roy Oppenheim. Mit einmonatiger Verspätung konnte der Betrieb am 25. September aufgenommen werden. Das Verlagshaus Ringier äusserte erstmals Interesse daran, die vierte Senderkette zu privatisieren und einen gewichtigen Aktienpaketanteil von "S plus" zu erwerben. In einer Interpellation verlangte Nationalrat Vollmer (sp, BE) vom Bundesrat unter anderem Auskunft bezüglich der Finanzierung von "S plus". In seiner

Stellungnahme wies der Bundesrat auf den positiven Rechnungsabschluss der SRG im vergangenen Jahr hin, welcher eine Startphase für "S plus" ohne Verschuldung und ohne Abstriche für die sprachregionalen Programme erlaubte. Langfristig soll sich die vierte nationale Senderkette auch aus Werbe- und Sponsoreinnahmen finanzieren können. Für 1994 war ein Jahresbudget von 30 Mio Fr. vorgesehen, was rund einem Siebtel des DRS-Budgets entspricht. Im übrigen erteilte der Bundesrat der "AG für die Neue Zürcher Zeitung" eine auf vier Jahre befristete Konzession für die Ausstrahlung eines Informationsmagazins "Format NZZ" auf der neuen Senderkette. Ebenso erhielt die Ringier ihre Konzession für die Ausstrahlung des Wirtschaftsmagazins "Cash-TV" auf DRS und "S plus".⁷

AUTRE
DATE: 22.10.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die SRG beschloss im Berichtsjahr, als zwölftes Mitglied am öffentlichrechtlichen europäischen Fernsehnachrichtenkanal "**Euronews**" teilzunehmen. Ausschnitte von Euronews sollen ab 1994 auf TSI sowie auf "S plus" übertragen werden. Im übrigen erklärte das Bundesamt für Kommunikation, es bestehe fortan die Möglichkeit, schweizerischen Radio- und Fernsehveranstaltern von Programmen oder Sendungen auf internationaler Ebene Finanzhilfen zu gewähren. Voraussetzungen zur Gewährung dieser Finanzhilfen seien lediglich ein besonderes öffentliches Interesse an der internationalen Programmveranstaltung sowie der Umstand, dass die Leistung ohne Finanzhilfe nicht in befriedigender Weise erbracht werden kann.⁸

AUTRE
DATE: 31.12.1994
EVA MÜLLER

Der Bundesrat hat die **Grundsteine der künftigen Radiolandschaft Schweiz gelegt**. Mit dem Erlass von "Weisungen für die UKW-Sendernetzplanung" hat er die Versorgungsgebiete für die Lokalradios der Nord-, West- und Südschweiz für die nächsten zehn Jahre festgelegt. Die Sendernetzpläne bilden die Grundlage für die auf Frühjahr 1995 in Aussicht gestellte Ausschreibung von 24 definitiven Konzessionen. In der Regel wurden grössere Verbreitungsgebiete konzessioniert als bisher, um die bestehende Lokalradioszene massvoll zu erweitern. Neben dem Entscheid zugunsten eines dritten - nichtkommerziellen - Senders in der Agglomeration Bern will der Bundesrat mit einer wesentlichen Ausdehnung der Versorgungsgebiete insbesondere die Genfer und Lausanner Lokalradios gegenüber ihren französischen Konkurrenten stärken. In Genf ist ein zusätzliches, international ausgerichtetes Radio vorgesehen. Für Basel wurde hingegen ein dritter Sender abgelehnt, nicht zuletzt wegen dem Widerstand der Basler Regierung. Die übrigen Lokalradiokonzessionen (Zentral- und Ostschweiz inkl. Zürich) werden voraussichtlich im Herbst 1995 öffentlich ausgeschrieben. Als zweiter Grundstein der künftigen Radiolandschaft Schweiz werden die ersten SRG-Programme in den drei Landessprachen künftig möglichst in allen Regionen verbreitet. Überregionalen Spartenprogrammen wird wegen Frequenzmangel eine UKW-Verbreitung verwehrt.⁹

AUTRE
DATE: 31.12.1998
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Berichtsjahr sassen die Deutschschweizer während 132 Minuten täglich vor dem Fernseher. Dies bedeutete gegenüber 1997 eine Steigerung von fünf Minuten. Auch in den anderen Landesteilen nahm die **Fernsehnutzung** zu; in der Westschweiz stieg sie von 143 auf 154 Minuten, im Tessin von 157 auf 164 Minuten pro Tag. Das Fernsehen DRS konnte mit einem Marktanteil von 42,5% in der Hauptsendezeit und einem solchen von 33,8 % im Tagesdurchschnitt seine Position als Marktführer halten. SF 2, von dem erstmals eine Jahresbewertung vorlag, steigerte sich auf rund 7,5% - vorab dank dem Sport und den vom Publikum zunehmend besser honorierten Angeboten des Verlegerfernsehens Presse-TV. Der Ergänzungskanal steht somit seit 1998 neu an zweiter Stelle in der Publikumsgunst, direkt vor dem grössten Konkurrenten RTL, der einen leichten Rückgang hinnehmen musste. Auch SF 1 büsste 0,9% Marktanteil ein und lag zur Hauptsendezeit bei 34,9%. Noch einmal gesteigen war auch die **Radionutzung**, die in der Deutschschweiz bei 198 Minuten pro Tag lag (1997: 194). In der Romandie wurde täglich 138 (1997: 140), in der italienischen Schweiz 146 Minuten gehört. Hörer bürsteten die SRG-Radios ein, deren Marktanteil 1998 erstmals unter die 50%-Marke fiel, und bei 48% lag (1997: 51%). DRS 1 fiel von 38 auf 36% zurück, DRS 2 blieb bei 2% stabil, ebenso DRS 3 mit einem Anteil von 9%. Vom Hörerschwund profitierten die Lokalradios. Ihr Marktanteil stieg um 2% auf 38%, derjenige der ausländischen Radiosender blieb bei rund 14% stabil. Der Marktanteil der vier RSR-Programme ging von 42,4% auf 39% zurück, wohingegen die Westschweizer Privatradios den ihrigen von 32,3% auf 36,1% steigern konnten. Der Marktanteil der ausländischen Radiostationen blieb bei 21,7% stabil. Die Abnahme des Publikumsanteils war bei Couleur 3 prozentual am höchsten, nämlich von 6,8% auf 4,3%.¹⁰

AUTRE
DATE: 08.07.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Drei von 25 **Beschwerden** wurden im Berichtsjahr von der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) **gutgeheissen**. Dabei handelte es sich um eine Beanstandung beim „Kassensturz“ wegen Schleichwerbung für das Magazin „Saldo“, um eine Beschwerde gegen einen Beitrag von „Schweiz aktuell“ über verseuchte Eier wegen irreführender Illustration sowie gegen eine Ausgabe der Presse-TV-Rubrik „Motorshow“, in welcher gemäss UBI tendenziös über die Volksinitiative „Avanti“ berichtet worden war. Die UBI erachtete die Vorkehrungen zur künftigen Verhinderung ähnlicher Rechtsverletzungen bei den beiden DRS-Sendegefässen als ungenügend und beantragte deshalb beim UVEK die Verfügung entsprechender Massnahmen. Zwei der 25 Beschwerden hatten Radio-, die übrigen Fernsehbeiträge betroffen – wobei hier zwei Drittel der Beanstandungen Sendungen des Fernsehens DRS, je eine des TSR sowie des TSI und fünf solche von privaten Veranstaltern bemängelt hatten.¹¹

AUTRE
DATE: 29.08.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Die Zusammenarbeit zwischen privaten und öffentlichen Fernsehanbietern wurde in der Romandie mit der Gründung der **Communauté Télévisuelle Romande (CTR)** institutionalisiert. Die TSR und acht private Regionalveranstalter setzten sich zum Ziel, unter den Beteiligten Synergien im redaktionellen und technischen Bereich zu entwickeln, den Austausch von Bildmaterial zu regeln, gemeinsame finanzielle Interessen hinsichtlich Gebühren, Werbeeinnahmen und Sponsoring zu verteidigen, die Berichterstattung fallweise zu koordinieren und sich der Ausbildung anzunehmen – ohne die Unabhängigkeit der Partner zu beeinträchtigen. Die Gründung von CTR war eine Bestätigung mehr für die in der Westschweiz – im Vergleich zur Region DRS – sehr viel besser spielende Kooperation zwischen öffentlichen und privaten TV-Anbietern.¹²

AUTRE
DATE: 22.02.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Eine nationale Konzession erhielt als erstes Schweizer Börsenfernsehen Roger Schawinski **Money 24**, das ab Herbst als Multimedia-Projekt sowohl über Kabel als auch über Internet auf Sendung gehen sollte. Im November erteilte der Bundesrat Money 24 eine Fristverlängerung für die Aufnahme seines Sendebetriebs, wonach diese nun bis spätestens Ende Dezember 2002 erfolgen muss, ansonsten der Sender die Konzession verliert.¹³

AUTRE
DATE: 12.12.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Das erste Echo auf den im Jahr 2000 vorgelegten Vorentwurf **zum revidierten Radio- und Fernsehgesetz (RTVG)** war kontrovers und spiegelte den Verteilungskampf um Konzessionsgelder und Werbeeinnahmen wider. Der Bundesrat nahm Ende des Berichtsjahres 206 Vernehmlassungsantworten zur Kenntnis, in welchen insbesondere die Werbeordnung, die Stellung der SRG, die Kontrollgremien sowie das Gebührensplitting umstritten waren, und stellte eine entsprechende Botschaft bis Sommer 2002 in Aussicht. In seiner Stossrichtung hatte der Entwurf bei den Parteien allgemeine Zustimmung gefunden. Kritisiert wurde jedoch eine weiterhin zu hohe Regelungsdichte – so insbesondere hinsichtlich der geplanten Werberegulierung, der hohen Staatskontrolle und den Zentralisierungstendenzen. Wenig Kritik wurde der im Entwurf vorgesehenen weiterhin starken Stellung der SRG entgegen gebracht. Dass der Entwurf eine Reduktion des **Gebührensplittings** auf ein paar Ausnahmefälle zugunsten eines dualen Systems vorsieht, bemängelten CVP und SP, die auch private Anbieter von Gebühren profitieren lassen wollen. Telesuisse, der Verband schweizerischer Privatfernsehen, forderte gar einen Gebührenanteil von 10% für die Privaten. FDP und SVP bevorzugten demgegenüber eine Konzentration der Gebührengelder auf die SRG. Einigkeit herrschte in der Ablehnung des **Sponsoringverbots** sowie zu starker Einschränkungen bei der **Werberegulierung** für die SRG. Befürchtet wurde, dass von solchen Fesseln nicht die einheimischen Privaten, als vielmehr die ausländische Konkurrenz profitieren würde.¹⁴

AUTRE
DATE: 31.12.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit **141 Beschwerden** gingen im Berichtsjahr deutlich weniger Beanstandungen bei der DRS-Ombudsstelle ein als im Jahr 2000 (356). Davon wurden 30% als berechtigt beurteilt und 7,5% an die Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) weitergezogen. 96 der Beschwerden betrafen Fernseh- und 33 Radiosendungen, worin sich die Verteilung in früheren Jahren widerspiegelte. Am häufigsten wurde der Vorwurf vorgebracht, eine Sendung sei unsachgemäss und politisch tendenziös; ein weiterer Kritikpunkt war die Diffamierung einer Person, Vereinigung oder Firma. Bei der UBI gingen im Berichtsjahr 22 neue Beschwerden ein, wovon 19 Fernseh- und

Radiosendungen betrafen. Nur in einem Fall, der die Sendung „Il Regionale“ der TSI betraf, stellte die UBI eine Programmrechtsverletzung fest; dieser Entscheid wurde jedoch vom Bundesgericht wieder aufgehoben.¹⁵

AUTRE
DATE: 18.02.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le marché national s'est enrichi d'une offre de télévision à la carte en septembre. L'entreprise Cablecom a lancé une télévision payante (**Near-Video-on-Demand**) qui diffuse des longs-métrages sur plusieurs canaux, à des heures différentes, et doit permettre au client de choisir l'horaire adéquat.¹⁶

AUTRE
DATE: 27.02.2002
ROMAIN CLIVAZ

162 réclamations, concernant les programmes des radios et télévision alémaniques, ont été déposées auprès de l'**organe de médiation**. Outre des objections générales, ou liées à des problèmes techniques (34%), le caractère peu objectif ou tendancieux de certaines émissions a été invoqué. En augmentation de 21 unités par rapport à 2001, 57 ont été considérées comme fondées et 7 ont été transmises à l'**AIEP**. Cette dernière a traité, au total, 18 cas dont 11 concernaient des émissions de télévision et 7 de radio, 16 étaient l'œuvre de la SSR et 2 de diffuseurs de télévision privés. A noter que, pour la première fois, une décision a été rendue en romanche. Bien qu'ayant été moins sollicitée que l'an dernier, 18 cas contre 22, l'AIEP a déclaré un plus grand nombre de plaintes fondées, 6 contre 1. Les principaux thèmes traités concernaient le manquement au principe de présentation fidèle des événements et la violation des sentiments religieux. Aucune des décisions n'a fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral.¹⁷

AUTRE
DATE: 14.09.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le groupe TAMEDIA a repris **Radio Basilisk**, la plus grande radio privée bâloise. Des négociations préalables avec le Basler Mediengruppe avaient échoué. Après la reprise de Radio 24 et de TeleZüri, l'an dernier, il a poursuivi sa stratégie orientée vers les médias électroniques. De son côté, le Basler Mediengruppe a repris **Radio Edelweiss**.¹⁸

AUTRE
DATE: 23.09.2002
ROMAIN CLIVAZ

La révision totale de **la loi sur la radio et la télévision (LRTV) s'est poursuivie durant l'année sous revue**. Le Conseil fédéral a défini en janvier les **principes généraux** pour l'élaboration du message, prévu pour le courant de l'année. Relativement à l'attribution du produit de la redevance aux diffuseurs privés, le gouvernement est revenu sur ses pas. La forte résistance des régions linguistiques et des cantons l'ont poussé à renoncer à la solution restrictive initialement prévue. Il a confirmé la nécessité de mieux cibler l'aide. Ces lignes directrices ont été globalement bien acceptées. Face aux difficultés rencontrées par les diffuseurs privés, le gouvernement n'a émis aucune objection à la proposition Schmid. Le principal argument en faveur de cette anticipation a été la durée de la procédure législative. La révision partielle permettrait aux diffuseurs privés de gagner deux ans. La chambre haute a entériné cet assouplissement à la session d'été par 22 voix contre 11. La Commission des transports et des télécommunications de la chambre basse s'y est toutefois opposée. Outre le fait qu'il lui semblait souhaitable de traiter cet objet dans le cadre de la révision totale de la LRTV, des arguments de santé publique ont été avancés.¹⁹

AUTRE
DATE: 02.10.2002
ROMAIN CLIVAZ

Opposés à la volonté de la SSR de maintenir la **couverture décentralisée des élections fédérales** 2003, les partis radical, socialiste et démocrate-chrétien ont demandé un studio unique à Berne. La SSR avait évoqué des motifs de coût pour maintenir la structure de 1999.²⁰

AUTRE
DATE: 06.08.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

In der 2. Lesung des Gesetzes schwächte die KVF entgegen der 1. Lesung die Bestimmungen gegen die **Medienkonzentration** ab – das heisst marktbeherrschenden Medienunternehmen sollte eine Konzession erteilt werden, wenn sie nicht Meinungs- und Angebotsvielfalt bedrohten – und sprach sich ebenfalls entgegen einem ihrer früheren Entscheide für die Möglichkeit aus, dass nichtkommerzielle Privatradios **SRG-Gebührengelder** erhielten und dass die SRG Spartenprogramme uneingeschränkt anbieten könne, solange sich keine privaten Stationen darum bewerben. Betreffend der Fernsehwerbung dehnte die KVF das **Werbeverbot** auf alle alkoholische Getränke und auf alle Medikamente aus, ging zu strengeren Auflagen als der Bundesrat über, indem

sie für die Radioprogramme der SRG ein generelles Werbe- und Sponsoringverbot verhängte, und verlangte vom Bundesrat die Ausarbeitung einer Verordnung zur Regelung der Unterbrecherwerbung und der maximalen Werbedauer bei konzessionierten Privatstationen. Die Konzeption des Bundesrates, einen **starken Service public** durch die SRG zu sichern und die **Chancen der privaten Sender** zu erhöhen, unterstützte die KVF im Grundsatz. Die KVF sprach sich gegen die Schaffung einer „Kommission für Fernmeldewesen und elektronische Medien“ aus, in welche die ComCom, die UBI sowie zu grossen Teilen auch das Bundesamt für Kommunikation (Bakom) aufgegangen wären. Ebenfalls ablehnend stand die KVF der vom Bundesrat vorgesehenen Schaffung eines Beirats zur qualitativen Kontrolle der SRG gegenüber; vielmehr strebte sie eine Abschwächung und gleichzeitige Erweiterung dieses Ratskonzepts an und votierte für die **Einrichtung eines Publikumsrats**, der die Einhaltung der Leistungs- und Programmaufträge von SRG und Privatsendern überwachen sollte.²¹

AUTRE
DATE: 04.12.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Swissinfo/SRI, der Schweizer Auslandsdienst, **baute 35 von insgesamt 147 Vollzeitstellen ab**. Im Rahmen seines Entlastungsprogramms hatte der Bund im Mai die Reduktion der Bundesbeiträge für das SRG-Auslandprogramm von 18 auf 5 Mio Fr. ab dem Jahr 2005 bekannt gegeben; ab 2006 sollen die Bundesbeiträge ganz wegfallen. Die SRG erwog daraufhin, die einschneidende Sparmassnahme mit einer Gebührenerhöhung auszugleichen, so wie dies der Bundesrat auch empfohlen hatte, stellte sich dann aber auf den Standpunkt, dass Gebührenzahrende nur zur Kasse gebeten werden könnten für etwas, das ihnen auch zugute komme. Swissinfo erfülle jedoch eine Aufgabe im Auftrag des Bundes – nämlich die Förderung der Präsenz der Schweiz im Ausland und der Verbindung zu den Auslandschweizern. Vom schliesslich beschlossenen Stellenabbau bei Swissinfo betroffen waren vor allem Journalistinnen und Journalisten in der englisch-, französisch-, italienisch- und deutschsprachigen Redaktion, wohingegen die arabischen, spanischen, portugiesischen, japanischen und chinesischen Angebote kaum berührt wurden. Im August trat unvermittelt und aufgrund von Meinungsverschiedenheiten mit der Direktion in Bezug auf Führungsverständnis und Umsetzung der publizistischen Vorgaben der Chefredaktor von Swissinfo, Peter Salvisberg, von seinem Posten zurück.²²

AUTRE
DATE: 31.12.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit **118 Beschwerden** gingen im Berichtsjahr nochmals weniger Beanstandungen bei der **DRS-Ombudsstelle** ein als im Vorjahr (162). Davon wurden 35 Beanstandungen (37%) als für mehr oder weniger berechtigt eingestuft und 6 Fälle an die Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) weitergezogen. Am häufigsten wurde der Vorwurf vorgebracht, eine Sendung sei unsachgemäss, (politisch) tendenziös oder diffamierend. Betroffen waren insbesondere Radionachrichten oder von der „Tagesschau“, „10 vor 10“ und „Schweiz aktuell“ verbreitete Sendungen.²³

AUTRE
DATE: 31.12.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Insgesamt **14 neue Beschwerden** gingen im Berichtsjahr bei der **UBI** ein (2002: 18); diese fällte 17 Entscheide (2003: 18). Die eingegangenen Beschwerden betrafen neben zwölf Fernseh- auch zwei Radiosendungen – elf deutschsprachige, zwei französischsprachige Ausstrahlungen sowie eine italienischsprachige Sendung. Gegenstand der Beschwerde waren in zwölf Fällen Beiträge von SRG-Programmen, in zwei Fällen solche von privaten Fernsehveranstaltern. Lediglich eine Beschwerde wurde von der UBI gutgeheissen (2003: 6). Der sachlich unbegründete Vorwurf des Missmanagements, der in einem "10 vor 10"-Beitrag von SF DRS an die Adresse des Flughafen Unique erhoben worden war, hatte das Sachgerechtigkeitsgebot verletzt. Bei den beanstandeten Ausstrahlungen handelte es sich überwiegend um Informationssendungen. Thematisch bildete die politische Meinungsbildung den Schwerpunkt. Die UBI nahm schliesslich auch einige Änderungen in der Entscheidredaktion vor. Neu wird demnach das Stimmenverhältnis bekannt gegeben und in kontroversen Fällen die abweichende Position von Mitgliedern veröffentlicht.²⁴

Als Erstrat befasste sich der Nationalrat in der Frühjahrsession mit der Revision des **Radio- und Fernsehgesetzes (RTVG)**. Dabei stellten die Fraktionen der SVP und der FDP sowie Zisyadis (pda, VD) Rückweisungsanträge. Die SVP verlangte vom Bundesrat die Ausarbeitung einer neuen Vorlage, welche für die privaten Veranstalter die Vorschriften über die Werbung noch stärker liberalisiert und den Gundauftrag für das gebührenfinanzierte Fernsehen enger und präziser fasst. Zudem forderte sie, die Behördenorganisation der öffentlich-rechtlichen Veranstalter massiv abzubauen und ihre Aufsichtsfunktion weitgehend durch neu zu schaffende parlamentarische Kontrollkompetenzen zu ersetzen. Der Rückweisungsantrag Zisyadis verlangte ziemlich genau das Gegenteil von alledem und die FDP forderte anstelle der vorgeschlagenen Totalrevision eine Beschränkung auf die SRG mit Massnahmen zu ihrer Stärkung gegenüber der Konkurrenz aus dem Ausland, sowie eine Liberalisierung der Werbeordnung des privaten Bereichs. Keiner dieser Anträge konnte sich durchsetzen.

In der fast zwei Tage dauernden **Detailberatung**, bei der zu nahezu jedem Artikel ein oder mehrere Minderheits- oder Einzelanträge vorlagen, beschloss der Rat auf Antrag seiner Kommission einige bedeutende Abweichungen von der Regierungsvorlage. So wurde bei der **Behördenorganisation** der Vorschlag abgelehnt, die bisher von der Comcom und dem Bakom wahrgenommenen Konzessions- und Aufsichtsfunktionen bei der Comcom zu konzentrieren. Mit deutlichem Mehr folgte der Rat dem Vorhaben des Bundesrats, **für die privaten Veranstalter die Werbebestimmungen zu liberalisieren**. So dürfen diese in Zukunft Werbespots für leichtalkoholische Getränke (Wein, Bier, Most) ausstrahlen. Die Kommissionsmehrheit, welche sich aus gesundheitspolitischen Gründen gegen diese Neuerung stellte, fand im Plenum nur noch bei einer aus SP, GP und EVP formierten Minderheit Unterstützung. Die bürgerliche Mehrheit setzte gegen den Bundesrat und die Linke zudem durch, dass in den privaten Stationen politische und religiöse Werbespots gesendet werden dürfen. Diese Liberalisierung soll gemäss einem angenommenen Antrag Hochreutener (cvp, BE) allerdings nicht für die schweizerischen Werbefenster ausländischer Sender gelten. Diese Einschränkung wurde von Direktinteressierten und Experten als unvereinbar mit dem Europäischen Übereinkommen zum grenzüberschreitenden Fernsehen gewertet. Einen Erfolg konnte die Linke bei den Bestimmungen über Werbung, die sich speziell an Kinder und Jugendliche richtet, erzielen: Gemäss ihrem mit knappem Mehr angenommenen Antrag wird diese verboten.

Die SVP, aber auch eine Mehrheit der FDP, die in verschiedenen Bereichen versuchten, die **Stellung der Privaten gegenüber der SRG** zusätzlich zu verbessern, drangen mit den meisten dieser Anträge nicht durch. So lehnte es die Parlamentsmehrheit ab, dass die SRG in jeder Sprachregion nur zwei Fernseh- und drei Radioprogramme anbieten kann (also zumindest in der Deutschschweiz weniger als bisher), oder dass für zielgruppenorientierte Programme (z.B. die für Jugendliche konzipierten Radiosender DRS3 und Couleur3) die Konzession nur dann an die SRG erteilt werden darf, wenn kein Privatsender die Konzessionsvoraussetzungen erfüllt, oder dass der SRG untersagt wird, ihre regionalen Programmfenster auszubauen. Einig war sich der Rat bei der Ablehnung des Regierungsantrags, einen unabhängigen Beirat zu schaffen, welcher beobachten soll, wie die SRG ihren Auftrag erfüllt. Aber auch die von der Kommission vorgeschlagenen Publikumsräte mit ähnlicher Funktion, deren Mitglieder vom Bundesrat ernannt worden wären (nicht zu verwechseln mit den bestehenden gleichnamigen Institutionen der SRG) fanden keine Mehrheit. Das vom Bundesrat vorgeschlagene **Gebührensplitting**, das konzessionierten und mit einem Leistungsauftrag versehenen privaten Veranstaltern einen Anteil von höchstens 4% der Radio- und Fernsehgebühren zuweist (bisher waren es rund 1%), stiess auf keinen besonderen Widerstand. Allerdings präzisierte der Rat auf Antrag seiner Kommission, dass zwei verschiedene Töpfe geschaffen werden: Die Fernsehstationen erhalten maximal 4% der Fernsehgebühren und die Radiosender maximal 4% der niedrigeren Radiogebühren. Insgesamt werden auf diese Weise rund 44 Mio Fr. umverteilt. Von der FDP und der SVP erfolglos bekämpft wurde dabei die Bestimmung, dass pro „Versorgungsgebiet“ (Agglomeration, Region) nur eine derartige Konzession erteilt wird. Schliesslich wurde gegen den Antrag des Bundesrats die **Nutzungsforschung** aus dem Aufgabenbereich der SRG herausgenommen und eine Stiftung damit betraut; in dieser sollen neben der SRG auch andere Veranstalter vertreten sein. In der Gesamtabstimmung hiess der Nationalrat das totalrevidierte RTVG mit 137:26 Stimmen gut. Dagegen gestimmt hatte knapp die Hälfte der SVP-Fraktion, nach deren Meinung die Vormachtstellung der SRG zu wenig eingeschränkt worden war.²⁵

AUTRE
DATE: 29.10.2004
HANS HIRTER

Swissinfo/SRI, der Auslandsdienst des Schweizer Radios, stellte nach 70 Jahren Ende Oktober seine Kurzwellensendungen ein. Infolge von Sparmassnahmen und der Entwicklung der Kommunikationstechnologie waren diese in den letzten Jahren schrittweise durch Beiträge in Wort, Bild und Ton im Internet ersetzt worden. Die Schweiz ist mit dieser Umstellung nicht allein; andere kleine europäische Länder (Dänemark und Norwegen) haben sie bereits vollzogen oder planen sie (Belgien, Slowakei).²⁶

AUTRE
DATE: 27.12.2010
SUZANNE SCHÄR

Das 2009 in Angriff genommene **Konvergenzprojekt** SRG wurde in der Westschweiz mit der Inbetriebnahme von Radio Télévision Suisse (RTS) am 1.1.2010 unter der Leitung von Gilles Marchand abgeschlossen. Nach der Produktionsaufnahme am gemeinsamen Standort für Radio und Fernsehen in Comano gilt auch die Konvergenz der Radiotelevisione svizzera (RSI; Leitung Dino Ballestra) in ihren Grundzügen als umgesetzt. In der Deutschschweiz wurde das Projekt mit der Bestimmung der Verantwortlichen für die neuen Unternehmensteile sowie des neuen Verwaltungsrats zur definitiven Umsetzung auf den 1.1.2011 vorbereitet. Mit der Wahl von Roger de Weck zum Generaldirektor der SRG, der den Ende Jahr zurücktretenden Armin Walpen ersetzte, sowie von Rudolf Matter zum Direktor von Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) waren die zentralen Köpfe der neuen Unternehmensleitung, welcher auch der Direktor von Radio Televisioni Rumantscha (RTR) Mariano Tschuor angehört, festgelegt. Im Sommer erhielt die SRG-Konvergenz mit der Kindersendung Zambo ein publizistisches Gesicht. Sie wird von Radio und Fernsehen gemeinsam produziert und ist über ihr Internetangebot auch auf die neuen sozialen Medien ausgerichtet.²⁷

AUTRE
DATE: 06.06.2012
MÄDER PETRA

Eine Motion von Thomas Müller (svp, SG) beschäftigte sich mit dem Thema Empfangsgebühren und scheiterte im Nationalrat nur äusserst knapp. Das Anliegen wollte die **Empfangsgebühren auf der aktuellen Höhe einfrieren**. Statt nach neuen Geldquellen im Gebührenbereich zu suchen, sollte die SRG vielmehr ihre Kostenstruktur überprüfen, so der Motionär. Der Bundesrat verwies in seiner Stellungnahme unter anderem auf die relativ moderate Höhe der Gebührengelder und die kommende Umstellung des Systems hin zu den Haushaltsgebühren. Dies führe zu einer Reduktion der Gebühren für die Haushalte, weshalb eine Einfrierung der Empfangsgebühren auf der aktuellen Höhe sinnlos wäre. Der Nationalrat entschied sich mit nur einer Stimme Unterschied schliesslich äussert knapp gegen den Antrag Müllers.²⁸

AUTRE
DATE: 14.09.2012
MÄDER PETRA

Der im vorangegangenen Jahr entflammte Streit um die Online-Werbung durch die SRG SSR fand im Berichtsjahr ein vorläufiges Ende. Aufgrund des Ausbaus der **SRG Online-Tätigkeit** in den letzten Jahren hatten die Verleger ihre eigenen, nicht-gebührenfinanzierten Onlineangebote gefährdet gesehen und ein Verbot von Online-Werbung durch die SRG gefordert. Nachdem die Verleger und die SRG keine gemeinsame Lösung finden konnten, schaltete sich der Bundesrat ein und verbot der SRG die Online-Werbung. Im Gegenzug sollen ihr jedoch mehr publizistische Möglichkeiten im Internet eingeräumt werden. Ende Dezember legte das BAKOM deshalb den interessierten Kreisen einen Entwurf für Änderungen der SRG-Konzession zur Stellungnahme vor.²⁹

AUTRE
DATE: 06.03.2013
MARLÈNE GERBER

Nach **Überprüfung der Konzessionsvoraussetzungen** für „Radio Grischa“ bestätigte das UVEK im März seinen 2008 gefällten positiven Konzessionsentscheid für das Lokalradio. Das Departement, das durch ein Urteil des Bundesverwaltungsgerichts zur Abklärung einer allfälligen Verletzung der Meinungs- und Angebotsvielfalt angehalten worden war, kam zum Schluss, dass die Südostschweizer Mediengruppe, zu welcher das Lokalradio gehört, in der Region zwar über eine marktbeherrschende Stellung verfüge, diese jedoch nicht missbrauche. Sich abstützend auf ein Gutachten der Wettbewerbskommission (WEKO) stellte das UVEK keine Konzessionsverletzung fest und erteilte dem Radio daher eine bis Ende 2019 gültige UKW-Radiokonzession. Auch im Falle der BT Gruppe stellte das UVEK keine Gefährdung der Meinungs- und Angebotsvielfalt fest, womit der 2008 gefällte Konzessionsentscheid zu Gunsten von „Radio Argovia“ ebenfalls bestätigt wurde. Roger Schawinski, der gegen die ursprünglichen Entscheide Beschwerde eingereicht hatte und mit den Projekten „Radio AG“ und „Radio Südost“ unterlegen war, zeigte sich mit diesen Entscheiden nicht

zufrieden und zog die beiden Beschwerden weiter ans Bundesverwaltungsgericht, dessen Beschluss Ende Jahr noch ausstand.³⁰

AUTRE
DATE: 01.05.2013
MARLÈNE GERBER

Nach mehrjährigem Streit zwischen der öffentlich-rechtlichen Institution und privaten Anbietern legte der Bundesrat im Mai eine Revision der Konzession der SRG SSR vor, welche eine **Erweiterung des Online-Angebots** des Schweizer Radios und Fernsehens ermöglicht. Nachdem der Bundesrat der SRG bereits im Vorjahr die Online-Werbung untersagt hatte, beschränkte sich die Anpassung der Konzession auf die Bestimmungen zu den Online-Inhalten der SRG. Diese sollen in erster Linie von audiovisuellen Beiträgen geprägt sein. Die inhaltlichen Vorgaben für einen Beitrag, der mit einer im Schweizer Radio oder Fernsehen ausgestrahlten Sendung in Bezug steht, wurden durch die Konzessionsänderung gelockert. Neu ermöglicht wird der SRG die Publikation von Online-Inhalten ohne Sendungsbezug, jedoch dürfen solche Beiträge nicht mehr als ein Viertel der im Web publizierten Inhalte betragen. Für Berichterstattungen in den Rubriken News, Sport und Lokales/Regionales, die keinen Sendungsbezug aufweisen, gilt darüber hinaus eine Umfangbeschränkung von maximal 1000 Zeichen. Weiter erhält die SRG das Recht, bedeutende politische, wirtschaftliche, kulturelle und sportliche Ereignisse von überregionalem Interesse ohne gleichzeitige Fernsehausstrahlung und ohne vorgängige Bewilligung im Internet live zu übertragen. Diese Anpassung erfolgte in Erfüllung der im Vorjahr überwiesenen Motion Allemann (sp, BE). Die Änderungen traten Anfang Juni in Kraft. Der Verband Schweizer Medien gab bekannt, mit diesem Kompromiss leben zu können, hatte er doch im Vorfeld einen minimalen Grenzwert von 80% für die Publikation von Texten mit Sendungsbezug sowie eine Maximallänge von 800 Zeichen für Inhalte ohne Sendungsbezug gefordert. Gleichwohl monierten die Verleger, dass die SRG neben wirtschaftlichen und politischen Themen auch Sport- und Kulturanlässe im Internet live übertragen darf. Dies führe zur Konkurrenzierung privater Anbieter. An den neuen Möglichkeiten der Live-Übertragung störte sich ebenfalls der Verband der Regionalfernsehen (Telesuisse). Missbilligend äusserten sich zudem FDP, SVP und der Schweizerische Gewerbeverband (SGV), die eine Debatte über den Service public im Medienbereich forderten.³¹

AUTRE
DATE: 10.07.2014
MARLÈNE GERBER

Der zwischen der **Billag** und dem UVEK bestehende Vertrag über das Einziehen der Radio- und Fernsehgebühren, der Ende 2014 auslief, wurde vom zuständigen Departement bis 2017 verlängert. Zu diesem Zeitpunkt sollte gemäss Änderung des Radio- und Fernsehgesetzes (RTVG) der Systemwechsel in Kraft getreten sein, womit sinnvollerweise auch das Inkassomandat neu ausgeschrieben werden könne. Im November beschloss der Bundesrat, die Höhe der Gebühren für die folgenden Jahre bis zur Umstellung auf dem bestehenden Stand von CHF 462 pro Jahr und Haushalt einzufrieren. Die Regierung rechnet aufgrund stark steigender Anzahl an Gebührendzahlenden für die Jahre 2015 bis 2018 pro Jahr durchschnittlich mit CHF 11 Mio. Mehreinnahmen. Mit diesen Mitteln sowie den Gebührenüberschüssen aus vergangenen Jahren sollen die mit der RTVG-Revision beschlossenen zusätzlichen Aufgaben finanziert werden.³²

AUTRE
DATE: 08.09.2015
MARLÈNE GERBER

Drei Monate nach der äusserst knapp verlorenen RTVG-Abstimmung präsentierte der Schweizerische Gewerbeverband (SGV) seine Vision des zukünftigen Service public, die mit starken **Einsparungen bei der SRG** verbunden ist und welche von der Grundidee ausgeht, dass die SRG nur noch Leistungen anbieten solle, welche von privaten Medien nicht erbracht werden können. Zeitgleich gab die SRG bekannt, dass ihr Budget im kommenden Jahr um CHF 40 Mio. tiefer ausfalle. Dies war hauptsächlich auf das im Mai gefällte Bundesgerichtsurteil zurückzuführen, wonach die Empfangsgebühren nicht der Mehrwertsteuer unterliegen dürfen, sowie in einem geringeren Umfang ebenfalls auf den im Rahmen der Beratungen zum RTVG gefällten Entscheid zur leichten Erhöhung der Gebührenanteile für die lokalen Radio- und Fernsehstationen. Auch im aktuellen Jahr musste die SRG aufgrund abnehmender Werbeausgaben ihr Budget bereits um CHF 20 Mio. kürzen. Als Konsequenz sah sich die SRG zum Abbau von rund 250 Stellen gezwungen, wovon 102 Stellen beim SRF, 74 bei RTS und 49 bei RSI betroffen waren. Weitere 20 Stellen sollen bei der Generaldirektion gestrichen werden. Auch wenn die Abstriche hauptsächlich bei Verwaltung, Produktion und Informatik angedacht seien, komme es gezwungenermassen auch zu Abstrichen bei den Programmen. Nach Möglichkeit soll der Stellenabbau über natürliche Fluktuationen wie die Frühpensionierung oder den Verzicht auf die Neubesetzung vakanter Stellen erfolgen. Bevor die SRG ihren definitiven Entscheid fällte, hatten die Mitarbeitenden einen Monat

Zeit, um über eine Hotline der SRG alternative Sparvarianten einzureichen, so etwa stärkere Abstriche bei den Programmen, tiefere Spesen oder eine Reduktion des Beschäftigungsgrads. Bei der Gewerkschaft Schweizer Syndikat Medienschaffender (SSM) gab man sich enttäuscht, dass die SRG trotz 400 deponierter Alternativvorschläge auf ihrem Entscheid beharre. Die SRG rechtfertigte ihren Beschluss damit, dass laufende Verträge die Umsetzung gewisser Vorschläge nicht möglich machten, einzelne Vorschläge mit einem grossen Umsetzungsaufwand verbunden wären oder gar Mehrkosten nach sich gezogen hätten. Ende Oktober 2015 ging die SRG auch auf die stets lauter gewordenen Forderungen nach Kostentransparenz ein und wies den finanziellen Aufwand für ihre deutschsprachigen Sendungen aus.³³

AUTRE
DATE: 14.11.2015
MARLÈNE GERBER

Ein Findungsausschuss und eine Headhunter-Firma wurden eingesetzt, um den aufgrund seiner Ständeratskandidatur zurücktretenden SRG-Präsidenten Raymond Loretan zu ersetzen. Nach viermonatiger erfolgloser Suche entschloss man sich, einen **SRG-Präsidenten ad interim** einzusetzen. Dieser Posten wurde durch den damaligen Vizepräsidenten des Verwaltungsrates, Viktor Baumeler, besetzt.³⁴

AUTRE
DATE: 31.12.2015
MARLÈNE GERBER

Das Jahr 2015 bedeutete das praktische **Ende des analogen Fernsehens**. Seit Ende Juni 2015 können alle UPC Cablecom-Kunden nur noch digital fernsehen. Proteste blieben aus; bereits 2013 nutzten vier von fünf Haushalten gemäss BAKOM die Möglichkeit des Digitalfernsehens. Die Digitalisierung beim Radio voranzutreiben setzte sich die SRG zusammen mit den Privatradios im Frühjahr desselben Jahres zum Ziel. Bis 2018 soll ein Abschaltplan vorgelegt werden. Ein grosses Stück näher kamen die Akteure diesem Ziel mit der Annahme des RTVG im Juni 2015. Das revidierte Radio- und Fernsehgesetz enthält die Grundlage zur finanziellen Unterstützung der Radios im Hinblick auf den Systemwechsel. 10% der überschüssigen Gebührenanteile können künftig für diesen Zweck verwendet werden.³⁵

AUTRE
DATE: 09.01.2016
MARLÈNE GERBER

Die eidgenössische Medienkommission hatte die SRG in ihrem im Dezember 2015 veröffentlichten EMEK-Bericht zu den Service-public-Medien bereits dazu angehalten, vermehrt Kooperationen mit privaten Medienanbietern einzugehen. In einem Schreiben unterbreitete SRG-Direktor Roger de Weck den Verlegern kurz darauf **11 Kooperationsvorschläge der SRG**. Diese umfassten Vorschläge zur technologischen und journalistischen Zusammenarbeit. So etwa könnten Produktionen der SRG in gewissen Fällen von Privaten weiter verwertet werden. Gegen ein „sehr erschwichtiges Entgelt“ könnten Privatradios, die sich auf die Regionalberichterstattung konzentrieren, täglich zwei Dutzend Nachrichtenbulletins der SRG in voller Länge und zeitgleich ausstrahlen. Ferner bestünde die Möglichkeit, dass Verlage aktuelle SRG-Videos in ihre Webseiten einbetten könnten. Im Gegenzug hätte die SRG Anrecht auf die durch das Video generierten Werbeeinnahmen. Zur Erhöhung der Sichtbarkeit von Programmen der privaten Medien könnten zum einen ausgewählte Inhalte via Web-Player der SRG verbreitet werden und zum anderen auf SRG-Fernsehkänen im Rahmen von sogenannten Public Private Partnerships überregionale Beiträge von konzessionierten regionalen Fernsehsendern ausgestrahlt werden – ähnlich wie dies auf SRF bereits mit PresseTV geschieht, woran die NZZ, die Basler Zeitung, die Handelszeitung und Bilanz beteiligt sind. Weitere Vorschläge betrafen die Erleichterung zum Erwerb von Sportrechten und den Zugang zu SRG-Fortbildungsprogrammen für Journalistinnen und Journalisten, die Schaffung oder Weiterentwicklung von gemeinsamen Kanälen, namentlich in Form von Apps oder eines gemeinsamen Youtube-Kanals, und die technologische Zusammenarbeit via SwissTXT, das zur Verfügung stellen von HbbTV (Hybrid Broadcast Broadband TV) oder die erleichterte Umstellung auf DAB+. Darüber hinaus betonte der SRG-Direktor, dass die sich mit Swisscom und Ringier in Entwicklung befindende Werbeplattform allen Interessierten diskriminierungsfrei offen stehe und reagierte damit auf die ablehnende Haltung der privaten Medien gegenüber dem geplanten Joint Venture.

Beim Verband Schweizer Medien (VSM) führte das Angebot hingegen nicht zur erhofften Reaktion. Dies unter anderem, weil es ohne vorgängige Abstimmung mit dem VSM und nur wenige Tage vor dessen Dreikönigstagung ins Haus flatterte und sogleich auch der NZZ zugespielt wurde, wo de Weck für seine Ausführungen beinahe eine ganze Seite eingeräumt wurde. Dies bot VSM-Präsident Hanspeter Lebrument Grund, an der Aufrichtigkeit des Angebots zu zweifeln, was er in der Sonntagszeitung (auf einer guten halben Seite) denn auch tat. Kritisch beurteilte er auch die Inhalte der

Kooperationsmodelle. Die vorgeschlagenen Massnahmen würden die Abhängigkeit der privaten Medien von der SRG nur zusätzlich erhöhen. Ob Erstere tatsächlich von solchen Kooperationen profitieren würden, sei dahingestellt. Die SRG wirke gegen aussen wie „ein Fürstenhaus, das den privaten Medien einige Brotsamen zuwirft.“ Der stärkste Groll, den der Verband gegen die SRG hegte, bezog sich indes auf die von der Radio- und Fernsehgesellschaft zusammen mit Ringier und Swisscom gegründete Werbeallianz Admeira, die nicht Teil der Kooperationsvorschläge war und von de Weck in seinem Schreiben nur am Rande thematisiert wurde. Am 22. Januar forderte der VSM in einem Brief an das BAKOM denn auch, die Werbemöglichkeiten der SRG zu beschränken, und koppelte die Bereitschaft zur Diskussion von Kooperationsmöglichkeiten an den Marschhalt der Werbeallianz bis zum Ende dieser Gespräche. In einem Schreiben an den SRG-Direktor listete der Verband wenig später seinerseits einige Kooperationsvorschläge auf. Diese umfassten unter anderem die Bereitstellung audiovisueller SRG-Angebote für die Webseiten privater Medienanbieter. Im Unterschied zum Kooperationsangebot der SRG, das die Beteiligung der Gesellschaft an den mit den Videos generierten Werbeeinnahmen bedingen würde, verlangten die Verleger die kostenlose Zurverfügungstellung dieser Inhalte und dies aus zwei Gründen: Erstens seien die SRG-Inhalte durch öffentliche Mittel finanziert und zweitens sei es der SRG untersagt, Online-Werbung zu betreiben. Der Vorschlag der SRG umgehe dieses Verbot.

Ende April publizierte der Verlegerverband eine von ihm bereits im Sommer 2015 in Auftrag gegebene explorative Studie, die sich auf 36 Leitfadeninterviews mit Schweizer Branchenvertretern und Medienexpertinnen sowie 20 Befragungen ausländischer Expertinnen und Experten stützt. SRG-Mitarbeiterinnen und -Mitarbeitern war die Teilnahme an der Studie im Hinblick auf die umstrittene Werbeallianz untersagt worden. Die Studie ergab, dass das Interesse Privater an Zusammenarbeitsformen mit der SRG, so etwa im Rahmen von Public Private Partnerships, grösser ist als erwartet. Das Zustandekommen von Kooperationen werde jedoch stark von der tatsächlichen Ausgestaltung abhängen und verlange diesbezüglich von beiden Parteien einen „Change of Mindset“, so die Autoren der Università della Svizzera italiana. Nicht zuletzt bezeichneten sie es als „Geburtsfehler“, dass die Beteiligung der SRG an der Studie sowohl in finanzieller als auch personeller Hinsicht ausgeblieben war. Dies basiere zum einen darauf, dass die SRG nur wenige Tage nachdem der VSM die Studie zum Ausloten von Kooperationsmöglichkeiten in Auftrag gegeben habe, die Werbeallianz ausgerufen hatte. Zum anderen habe de Weck der Studie im September 2015 eine Absage erteilt. Im Zusammenhang mit der Bekanntmachung der VSM-Studie erinnerte somit Vieles an die Situation bei der Präsentation der SRG-Kooperationsvorschläge, nur dass die Spiesse dieses Mal umgedreht wurden. Nun war es der Verlegerverband, dem zur Präsentation seiner Auftragsstudie beinahe eine ganze Seite in der NZZ eingestanden wurde (resp. der Studienautorin und dem Studienautor) und nun kritisierte die SRG den Alleingang des VSM. Dieser habe die Studie eigenmächtig in Angriff genommen. Man sei vor vollendete Tatsachen gestellt und erst hinterher zur Teilnahme und Mitfinanzierung aufgefordert worden. Eine Beteiligung an einer weiteren Studie, die von beiden Seiten gemeinsam geplant würde, könne man sich aber vorstellen.³⁶

AUTRE
DATE: 08.04.2016
MARLÈNE GERBER

Für das Jahr **2015 präsentierte die SRG tiefrote Zahlen**. Trotz der verzeichneten Zunahme bei der Zahl der Gebührenzahler (+1,7%) schrieb die Gesellschaft ein Defizit von CHF 90 Mio. Dafür verantwortlich sei notabene nicht nur der Bundesgerichtsentscheid, gemäss welchem die Empfangsgebühren nicht mehr länger der Mehrwertsteuer unterstellt werden dürfen (minus CHF 27 Mio.), sondern in weit grösserem Umfang Rückstellungen für die Pensionskasse (minus CHF 70 Mio.). Ferner führe auch der starke Franken zu Einbussen bei den Werbeeinnahmen.³⁷

AUTRE
DATE: 09.04.2016
MARLÈNE GERBER

Gleich über mehrere **Beschwerden von Politikern der SVP** gegen Sendungen von SRF wurde im Jahr 2016 befunden. Mit knappem Entscheid wies die UBI eine Beschwerde gegen die SRF-Satiresendung "Zytlupe" ab, die kurz vor den eidgenössischen Wahlen im Radio den SVP-Wahlkampfsong "Welcome to the SVP" auf die Schippe nahm. Die Beschwerde richtete sich gegen die Aussage, dass das von einer Sängerin getragene T-Shirt mit dem Aufdruck "Bronx 88" für Rassenhass und die Judenverfolgung und -tötung in Nazi-Deutschland stehe. Der beschwerdeführende Solothurner SVP-Kantonsrat Peter Linz brachte an, der Aufdruck sei eine Analogie für den Song "On the boat 88 Bronx", der nichts mit dem Nazitum zu tun habe. Die UBI kam zum Schluss, dass eine Satire, sofern eindeutig als solche gekennzeichnet, was hier der Fall sei, überspitzt

und böse sein dürfe. Zudem sei der SVP nur vorgeworfen worden, Nazi-Symbole zu verwenden, und nicht, dass die Volkspartei nationalsozialistische Politik betreibe. Gut hiess die UBI hingegen eine Beschwerde, die sich an eine von "Kassensturz" – ebenfalls im Vorfeld der Wahlen – ausgestrahlte Sendung richtete und worin die SVP als "konsumentenfeindlichste Partei" bezeichnet wurde. In dieser Sendung sei das Gebot der Sachgerechtigkeit verletzt und negative Wahlwerbung gegen die Volkspartei betrieben worden.

In seinem Schlussbericht wies Achille Casanova die von SVP-Seite angebrachte Kritik gegen den DOK-Film "Die Macht des Volkes" zurück. Die SVP-Exponenten hätten angemessenen Raum zur Vertretung ihrer Argumente erhalten und der kritische Blickwinkel der Autorin des Dokumentarfilms, Karin Bauer, werde transparent übermittelt.

Verzichtet hatte das Schweizer Fernsehen hingegen auf die Übertragung einer im Rahmen des Humorfestivals Arosa aufgeführten und gegen die SVP gerichtete Satire, was SRF damit begründete, der Beitrag habe nicht sendungsrelevanten Kriterien entsprochen, resp. nicht in den Mix der für das Fernsehen zusammengeschnittenen Beiträge gepasst. Der Auftritt des deutschen Satirikers Serdar Somuncu sei nicht der einzige gewesen, der keinen Eingang in die SRF-Sendung gefunden habe. Somuncu zeigte sich entrüstet über den SRF-Entscheid und sprach von "Zensur".³⁸

AUTRE
DATE: 01.07.2016
MARLENE GERBER

Mitte 2016 wurde mit Jean-Michel Cina nach Raymond Loretan und dem Interims-Präsidenten Viktor Baumeler erneut ein CVP-Parteimitglied zum **Verwaltungsratspräsidenten der SRG** berufen. Der Walliser Volkswirtschaftsdirektor und Präsident der Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) wurde von der SRG-Delegiertenversammlung mit 36 zu 3 Stimmen unterstützt und er wird sein Amt per 1. Mai 2017 antreten. Von den Medien wurde diese Wahl mit wenig Erstaunen und grösstenteils auch mit Verständnis aufgenommen. Als "politisches Schwergewicht" (SGT), bilingue Person und Mitglied einer Partei, in der die SRG grossen Rückhalt genieisse und die zwischen den Polen vermitteln könne, sei der neue Verwaltungsratspräsident der richtige Mann, um sich an der Seite der CVP-Magistratin den anstehenden medienpolitischen Herausforderungen "en pleine tempête" (TG) zu stellen.³⁹

AUTRE
DATE: 07.09.2022
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat informierte Anfang September 2022 darüber, dass die **Höhe der Radio- und Fernsehgebühr** für die Periode 2023/2024 für Privathaushalte und Unternehmen **unverändert** bleibe. Die Höhe der Abgabe werde jedoch im Hinblick auf den Zeitraum 2025/2026 neu beurteilt. Der Bundesrat verzichtete somit auf Zugeständnisse in Richtung der so genannten SRG-Initiative, die eine Reduktion der Abgabe auf CHF 200 pro Jahr und Haushalt anstrebt.

An derselben Sitzung beschloss der Bundesrat auch, die **SRG-Konzession** für die Periode 2023/2024 **zu verlängern**. Am 1. Januar 2025 solle dann jedoch eine neue Konzession in Kraft treten, deren Grundzüge im Laufe des Jahres 2023 ausgearbeitet und festgelegt werden sollen. Der Bundesrat war der Ansicht, dass die SRG im Rahmen dieser neuen Konzession ihren Service-public-Auftrag verstärkt auf die Bereiche Information, Bildung und Kultur ausrichten soll. Bei den Themen Unterhaltung und Sport solle die SRG hingegen auf diejenigen Bereiche setzen, die nicht bereits von anderen Anbietern abgedeckt würden. Zudem solle die SRG in ihrem Internet-Auftritt stärker auf Audio- und audiovisuelle Angebote fokussieren und die Textangebote reduzieren. Betreffend die Finanzen dürfe die SRG auch weiterhin mit einem Abgabeanteil von CHF 1.25 Mrd. pro Jahr rechnen; sie müsse aber auch ihre Effizienz steigern und Einsparungen vornehmen, um den prognostizierten Rückgang der Werbeeinnahmen zu kompensieren.⁴⁰

AUTRE
DATE: 03.07.2023
MATHIAS BUCHWALDER

Le **canton de Genève** et la **RTS** se sont retrouvés **en conflit** au mois de juillet 2023, lorsque l'entreprise de service-public a pris la décision de louer à une multinationale active dans la communication un étage des locaux qu'elle occupe dans la cité de Calvin. La parcelle sur laquelle se situe la tour de la RTS lui appartenant, le canton a engagé une procédure administrative, car la RTS n'aurait pas respecté ses obligations dans son choix de locataire, a indiqué la Tribune de Genève. Selon le journal du bout du lac, ce conflit s'inscrit dans la lignée de la «guerre larvée» entre les deux parties, qui a lieu depuis la décision de la SSR de transférer le département romand de l'actualité à Lausanne. Le conseiller d'Etat en charge du dossier Antonio Hodgers (GE, vert-e-s) a reproché à la direction de la RTS d'agir comme un spéculateur immobilier. La suite de

cette affaire n'a pas eu d'écho médiatique important.⁴¹

Presse

AUTRE

DATE: 08.12.1979
CHRISTIAN MOSER

Die Parteipresse hatte weiterhin mit Schwierigkeiten zu kämpfen: Während das «SVP-Bulletin» ab Herbst nicht mehr erschien, war der sozialdemokratische «Freie Aargauer Volksrecht» wegen geringen Inserateneinnahmen gezwungen, ab November seine Samstagsnummer einzustellen. Ebenfalls wegen fehlenden finanziellen Mitteln beschloss das Zentralkomitee der PdA, seine französischsprachige Tageszeitung «Voix Ouvrière» ab Januar 1980 nur noch als Wochenzeitung erscheinen zu lassen. Neu erschien «Der Freisinn» als monatliche Parteizeitung der FDP. Wegen der oft geringen Verbreitung ihrer Organe sind die Parteien gezwungen, bei Wahlen und Abstimmungen ihre Parolen auch in der parteiungebundenen Presse als Inserate zu publizieren. Wie problematisch dies sein kann, erfuhr die SP, als ihr ohne vorherige Information ein Wahlinserat im «Blick» wegen angeblich nicht bewiesenen Behauptungen zensiert wurde.⁴²

AUTRE

DATE: 25.06.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der **SZV kündigte den Kollektivvertrag mit dem Verband der Schweizer Journalisten (VSJ)** auf Jahresende, nachdem die Medienverbände auf seinen Vertragsentwurf nicht eintreten wollten; die Schweizerische Journalistenunion hatte den Kollektivvertrag bereits per Ende 1991 gekündigt, und in der Westschweiz hatte die "Union romande des journalistes" eigene Abkommen mit Verlegern getroffen. Der vom SZV im Frühling vorgestellte Entwurf sah nur Mindestlöhne für festangestellte Journalisten vor, während im bisher bestehenden Vertragswerk eine differenzierte Abstufung nach Dienstjahren bestand. Auf Ablehnung seitens der Medienschaffenden stiess auch die vorgesehene Kürzung der Honorare für freie Journalisten und für Photographien. Bis Ende des Berichtsjahres wurde keine einvernehmliche Lösung gefunden.⁴³

AUTRE

DATE: 08.02.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Peter Studer, ehemaliger Chefredaktor des Schweizer Fernsehens DRS sowie des „Tages-Anzeigers“ und seit Februar des Berichtsjahres neu gewählter **Präsident des Presserates**, legte die künftige Agenda des Rates dar. Dabei betonte er unter anderem die Wichtigkeit eines stärkeren Einbezugs der Verleger in die mediale Selbstkontrolle, einer besseren Berücksichtigung der Medienethik in der hausinternen Aus- und Weiterbildung sowie einer dezidierten Abwehr von Verrechtlichungstendenzen im Mediensektor. Entgegen Studers Empfehlung entschied sich die Trägerschaft des Presserats jedoch gegen einen Einbezug der Verlegerseite und lehnte die Erweiterung des Stiftungsrats durch Verleger und Veranstalter der elektronischen Medien ab.⁴⁴

AUTRE

DATE: 31.12.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Beim Presserat gingen im Berichtsjahr **erneut mehr Beschwerden** ein als in den vergangenen Jahren. Hatten 1999 noch 39 Klagen behandelt werden müssen, war die Zahl im Jahr 2000 auf 55 gestiegen und belief sich im Berichtsjahr auf 68. Zwei Fälle griff der Presserat von sich aus auf, und 70 Verfahren wurden abgeschlossen. Die Mehrarbeit wurde unter anderem auf die wachsende Bedeutung des Rats als Organ der medialen Selbstreflexion zurückgeführt. Die Statistik widerspiegelte zudem die vermehrte Bereitschaft, das Gremium auch wegen unbedeutenderen Angelegenheiten anzurufen: die Zahl der abgewiesenen Beschwerden stieg auf 25 (1999: 11; 2000: 17) sowie diejenige der zurückgezogenen Beschwerden auf 15 (1999: 4; 2000: 9). Im Präsidialverfahren, das im Jahr 2000 zur Entlastung des Presserats von Fällen untergeordneter Bedeutung eingeführt worden war, konnten 32 Fälle erledigt werden. Gutgeheissen wurden 6, teilweise gutgeheissen 18 Beschwerden. Von den 54 Stellungnahmen, die der Rat im Berichtsjahr veröffentlichte, betrafen 20 den Persönlichkeitsschutz, wobei es in etlichen Fällen nicht „nur“ um die Privat-, sondern auch um die Intimsphäre gegangen war. Unlautere Recherchen und die Behandlung von Leserbriefen standen an zweiter bzw. dritter Stelle.⁴⁵

AUTRE
DATE: 29.03.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le **Conseil suisse de la presse** a traité 91 cas durant l'année sous revue, soit 23 de plus que l'an dernier. 23 plaintes ont été approuvées, partiellement ou intégralement. Ce résultat est constant par rapport aux autres années. 24 plaintes ont été rejetées. Le principal motif invoqué pour en justifier la saisine a été la violation de la sphère privée. L'instance s'est par ailleurs spontanément chargée d'examiner si « l'affaire Borer » (traitée dans la suite de ce chapitre) correspondait à un tel cas de figure.⁴⁶

AUTRE
DATE: 31.12.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Berichtsjahr wurde die **schlimmste Krise der Schweizer Presse** seit dem Zweiten Weltkrieg beklagt – auf politischer Ebene insbesondere die Bedrohung der Demokratie aufgrund der fortschreitenden Pressekonzentration, auf ökonomischer Ebene vor allem die massiven Einbrüche bei den Anzeigenerlösen. So äusserte sich der wirtschaftliche Druck beim **„Tages-Anzeiger“**, dem Flaggschiff der Mediengruppe **Tamedia**, mit dem Abbau von 38 Stellen und der Entlassung von 14 Journalistinnen und Journalisten, was 8% der Belegschaft gleichkam. Massive Massnahmen wurden auch bei der **„Basler Zeitung“** ergriffen und die Entlassung von rund einem Viertel der Redaktionsbelegschaft angekündigt. Der Stellenabbau stand nach Aussagen der Geschäftsleitung im Zusammenhang mit der Restrukturierung im Redaktionsbereich, die infolge der drastischen Einbrüche der Anzeigenerträge dringend notwendig geworden sei. Bei der Zeitschrift **„Facts“** wurde auf den Umsatzrückgang von drei auf 14,4 Mio Fr. im ersten Halbjahr des Berichtsjahres mit personellen Wechsels auf der Chefredaktion und in der Verlagsleitung sowie mit einer Neupositionierung des Blattes als Nachrichtenmagazin zu reagieren versucht. Zu – wenn auch weniger dramatischen – Stellenstreichungen kam es unter anderem auch bei der **„Berner Zeitung“**, der **„Schweizer Illustrierten“**, dem **„Blick“** und der **„Aargauer Zeitung“**.⁴⁷

AUTRE
DATE: 31.12.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Der **Presserat** nahm im Berichtsjahr zum ersten Mal **mehr als hundert Beschwerden** entgegen, was Presseratspräsident Peter Studer nicht zuletzt auf den gestiegenen Bekanntheitsgrad des Presserates in der Öffentlichkeit und die intensivere Auseinandersetzung mit medienethischen Belangen zurückführte. Von den 103 eingegangenen Beanstandungen (2002: 91) wurden 30 ganz oder teilweise gutgeheissen. 15-mal sah der Presserat die Privatsphäre ohne überwiegendes öffentliches Interesse verletzt, 11-mal das Fairnessverbot. Im übrigen betrafen die Stellungnahmen des Rats die Unterlassung von Berichtigungen nach Falschmeldungen, die Verletzung des Wahrhaftigkeitsgebots sowie Diskriminierungen. 45 Verfahren waren noch hängig.⁴⁸

AUTRE
DATE: 08.09.2004
HANS HIRTER

Der **Presserat** ist ein 1977 geschaffenes Selbstkontrollorgan der schweizerischen Printmedien und wird von einer Stiftung von vier Journalistenverbänden (Comedia, SSM, Impressum und Konferenz der Chefredaktoren) getragen. Er behandelt Klagen und Beschwerden rechtlicher und vor allem ethischer Art. Dabei hat er zwar keine Weisungsbefugnis, seine Stellungnahmen finden aber jeweils grosse Beachtung. Die vier Trägerorganisationen lehnten es im Berichtsjahr einmal mehr ab, auch den Verlegerverband (Verband Schweizer Presse) an dieser Institution, welche von einzelnen Unternehmen finanziell unterstützt wird, zu beteiligen. Namentlich die Gewerkschaft Comedia lehnte dieses Ansinnen kategorisch ab, da der Presserat sonst auf die kommerziellen Interessen der Verleger Rücksicht zu nehmen hätte und damit seine Glaubwürdigkeit verlieren würde.⁴⁹

AUTRE
DATE: 13.10.2006
ANDREA MOSIMANN

Der Presserat veröffentlichte in seinem **Jahresheft** zum ersten Mal nicht mehr sämtliche Stellungnahmen, sondern griff die Schwerpunkte heraus und präsentierte nur noch eine Auswahl von Leitentscheiden. 2006 hiess er 8 Beschwerden ganz und 14 teilweise gut, 42 Klagen wies er ab.⁵⁰

AUTRE
DATE: 21.10.2006
ANDREA MOSIMANN

Angesichts der 2007 auslaufenden indirekten staatlichen Unterstützung der Zeitungen und Zeitschriften präsentierte der Verband Schweizer Presse an seiner Generalversammlung ein **neues Tarifmodell** für die indirekte Presseförderung. Es sieht vor, dass künftig drei Viertel der 80 Mio Fr. in die allgemeine Verbilligung von Transporttaxen für Zeitungen und Zeitschriften fliessen und dass das restliche Viertel besonders förderungswürdigen Titeln, beispielsweise kleinen Zeitungen in abgelegenen Gegenden zugute kommt. Dieser Vorschlag wurde von der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats (SPK) aufgenommen. Am Ende des Berichtsjahres war die

Vorlage der SPK noch in der Vernehmlassung.⁵¹

AUTRE
DATE: 22.06.2007
ANDREA MOSIMANN

Weil die **Mediengewerkschaft Comedia** seit Jahren Mitglieder verliert und jährlich Defizite von 1 bis 1,5 Mio Fr. erwirtschaftet, beschloss ihr Zentralvorstand, bis 2009 ein Zusammengehen mit der interprofessionellen Gewerkschaft Unia sowie ein Gewerkschaftsprojekt mit der Gewerkschaft Kommunikation zu prüfen.⁵²

AUTRE
DATE: 07.02.2011
DEBORA SCHERRER

Im Zusammenhang mit den undurchsichtigen **Besitzerwechseln bei der BaZ** sowie der unklaren Rolle Christoph Blochers war es 2010 zur Kündigung von über 1600 Abonnenten und zu Protestaktionen auf der Redaktion gekommen. Im Februar des Berichtsjahres wurde bekannt, dass der derzeitige Besitzer Moritz Suter die BaZ für nur CHF 1 Mio. übernommen hatte. Suter war nicht bereit offenzulegen, wer seine Übernahme mitfinanziert hatte. Es wurde spekuliert, dass Christoph Blocher hinter dem BaZ-Deal stecke. Im Sommer forderte der Presserat eine Offenlegung der Besitzverhältnisse. Mitte Dezember schliesslich, übernahm abermals der Tessiner Tito Tettamanti mit einer „MedienVielfalt Holding AG“ die BaZ, die zwei Tage zuvor von Moritz Sutter an die Familie Blocher gegangen war. Diese gab bekannt, dass sich ihr finanzielles Engagement auf eine Defizitgarantie zugunsten des Druckgeschäfts der BaZ beschränkt habe.⁵³

AUTRE
DATE: 13.09.2013
MARLÈNE GERBER

Am **Jahrestreffen des Schweizer Medienkongresses** äusserte sich Bundesrat Maurer (svp) äusserst kritisch zur aktuellen Medienlandschaft. Es herrsche überwiegend ein „mediales Meinungskartell“, das die Staatstätigkeit selten hinterfrage und Themen, die das Volk beschäftigten, kaum aufgreifen würde. Die „selbstverfügte Gleichschaltung“ der Medien, die nach bestimmten Glaubenssätzen – wie beispielsweise, dass der Mensch den Klimawandel verschulde oder dass Alternativenergien der Atomenergie vorzuziehen seien – operiere, könne nicht durch eine Erhöhung der Anzahl an Presseergebnissen verhindert werden. Was nach wie vor fehle sei Meinungsvielfalt. Als Reaktion auf seine Rede erhielt Maurer Pfiffe und Buhrufe, was laut Angaben der „Schweiz am Sonntag“ einem Regierungsmitglied zuletzt 1995 widerfuhr, nämlich der damaligen Bundesrätin Ruth Dreifuss (sp), die am Eidgenössischen Schwingfest für den EU-Beitritt geworben hatte.⁵⁴

AUTRE
DATE: 08.01.2014
MARLÈNE GERBER

An der Dreikönigstagung entschuldigte sich Hanspeter Lebrument, Präsident des Verbands Schweizer Medien, bei Bundesrat Ueli Maurer, der aufgrund seiner Äusserungen am vergangenen Schweizer Medienkongress laute Kritik hatte einstecken müssen. "Wie die Muttenzer Kurve im St.-Jakobs-Park" hätten sich die Kongressteilnehmer verhalten, als der Bundesrat die aktuelle Medienlandschaft als "**mediales Meinungskartell**" bezeichnet und die Medien der "selbstverfügt Gleichschaltung" beschuldigt hatte. Nichtsdestotrotz vertrete er nach wie vor eine entschieden andere Meinung als der damalige Bundespräsident. Weitere Kritik musste der Verband im Folgenden hingegen auch von Medienministerin Leuthard (cvp) einstecken, welche die Medienbranche anlässlich ihrer Rede am Swiss Media Forum als wenig innovativ bezeichnete. In einem Interview mit der Aargauer Zeitung hob sie das kürzlich lancierte Portal Watson als positive Ausnahme hervor.⁵⁵

AUTRE
DATE: 28.09.2016
MATHIAS BUCHWALDER

Le groupe **Tamedia** a annoncé le **licenciement de 24 personnes dans ses titres romands**, 16 au sein de 24Heures et 8 à la Tribune de Genève. Ces licenciements, accompagnés de cinq départs à la retraite et de deux départs non remplacés, font reculer l'effectif équivalent temps plein de 14 pour cent pour chaque titre, et s'inscrivent dans un vaste plan d'économies d'un montant total de CHF 4 millions, selon le groupe de presse. Cette annonce a déclenché de nombreuses réactions. Les Conseils d'Etat de Vaud et Genève ont fait part de leur inquiétude dans un courrier commun adressé à Tamedia. Plus de trois cents personnes ont manifesté à Lausanne et à Genève pour protester contre ces décisions, relevant notamment le bénéfice de CHF 334 millions engrangé par le groupe en 2015.

Quelques jours auparavant, le groupe AZ Medien, qui détient notamment l'Aargauer Zeitung, avait lui aussi annoncé procéder à un dégraissage. 26 places de travail devaient passer à la trappe, dont six licenciements, et le reste via des fluctuations naturelles.⁵⁶

AUTRE
DATE: 11.05.2018
MARLÈNE GERBER

Im Mai 2018 ging **Publicitas** nach über hundertjähriger Tätigkeit **in Konkurs**. Die Werbevermarkterin, die es sich in erster Linie zur Aufgabe setzte, Inserateraum in den Printmedien zu pachten und diesen an Werbeauftraggeber und Inseratekunden weiterzugeben, hatte bereits seit längerem mit durch den Strukturwandel bedingten Schwierigkeiten zu kämpfen. Zum einen gingen die abnehmenden Leserzahlen von Printerzeugnissen auch mit rückläufigen Werbezahlen in diesen Produkten einher. Darüber hinaus hatten viele Verleger ihr teures Vermarktungsmandat bei der Publicitas gekündigt und waren auf ein preiswerteres Vermittlungsmandat umgestiegen, wobei sie ihre Inserate zunehmend selber vermarkteten.

Unumkehrbar wurde die Abwärtsspirale für Publicitas durch die Ankündigung von Tamedia im April 2018, aufgrund zunehmender Zahlungsausstände künftig auf die Dienste des Werbevermarkters verzichten zu wollen. Die AZ-Medien, Ringier, Admeira, die NZZ-Mediengruppe und die SRG taten es Tamedia kurz darauf aus ebendiesem Grund gleich. Aufgrund von Zahlungsschwierigkeiten bei Publicitas mussten Verlagshäuser bereits im Vorjahr Abschreibungen in Millionenhöhe vornehmen. Der in letzter Minute von Publicitas eingebrachte Vorschlag zur Schaffung eines neuen Geschäftsmodells – dieses hätte die Risiken für die Medienhäuser reduziert und eine Unternehmensbeteiligung für diese beinhaltet – stiess auf wenig Anklang. Ende April beschlossen die AZ-Medien, der Verlag des «Corriere del Ticino», die NZZ-Gruppe, Tamedia und der Verband Schweizer Medien stattdessen, zur Abwicklung von Inseratekampagnen eine eigene Aktiengesellschaft zu gründen. Diese soll mit zwei bis drei Angestellten klein beginnen und sich nach Bedarf weiterentwickeln. Da man einzelne Verlage oder Publicitas nicht konkurrenzieren wolle, werde der Anzeigenverkauf nicht Teil der Leistungen sein. Der angebotene Service konzentriere sich auf die Buchung und Abwicklung von Inseratekampagnen in den Printmedien. Nur wenige Tage nach dem Konkurs von Publicitas wurde die «AdAgent AG» ins Leben gerufen, die der gesamten Medienbranche zur Verfügung steht.⁵⁷

AUTRE
DATE: 20.07.2018
MARLÈNE GERBER

Im Jahr 2018 wurde das **Verhältnis zwischen Medien und Wissenschaft** von verschiedenster Seite thematisiert. Wie bereits ein Journalismusprofessor der Università della Svizzera italiana in einem im Herbst 2017 erschienenen Buch gefordert hatte, bestärkten im Folgejahr weitere Kommunikationswissenschaftlerinnen und -wissenschaftler die Notwendigkeit einer verstärkten Aufklärung durch die Wissenschaft im digitalen Medienzeitalter, in dem Desinformationen einfacher verbreitet werden könnten. Professor Mark Eisenegger, Leiter des Forschungszentrums Öffentlichkeit und Gesellschaft (fög) an der Universität Zürich, initiierte mit zwei Medienforschenden aus Deutschland und Österreich eine Charta für eine öffentliche Kommunikationswissenschaft, die Forscherinnen und Forscher der Kommunikations- und Medienwissenschaften dazu auffordern soll, gesellschaftliche Diskurse stärker zu verfolgen und mit ihrem Wissen zur Versachlichung von Diskussionen beizutragen.

Auf verstärkte Kollaboration setzten im selben Jahr die SRG, Ringier, die ETH Lausanne und Triangle Azur – ein Kooperationsnetzwerk der Universitäten Genf, Lausanne und Neuenburg – mit der Lancierung der «Initiative for Media Innovation» zur Förderung des Wissenstransfers zwischen Forschung und Medien. Im Rahmen der Kollaboration sind etwa Projekte zu Fake News, Datenjournalismus oder künstlicher Intelligenz vorgesehen, die aus einem jährlich erneuerten Fonds über CHF 650'000 finanziert werden.

Ebenfalls im Jahr 2018 ging das vom ehemaligen SRG-Wissenschaftsjournalisten Beat Glogger initiierte elektronische Wissenschaftsmagazin «higgs» online. Wie bereits die im Jahr 2015 lancierte Wissensplattform der Schweizer Politologinnen und Politologen mit dem Namen «DeFacto» stellt auch «higgs» seine Artikel der Öffentlichkeit kostenlos zur Verfügung.⁵⁸

AUTRE
DATE: 21.07.2018
MARLÈNE GERBER

Die im Jahr 2017 durch die Zusammenführung der Redaktionen von «20 Minutes» und «Le Matin» laut gewordenen Befürchtungen, damit sei das Ende von «Le Matin» eingeleitet, bestätigten sich im Folgejahr zumindest teilweise. Anfangs Juni 2018 gab Tamedia bekannt, die **Printausgabe von «Le Matin» auf den 21. Juli 2018 einstellen** zu wollen. Gleichzeitig kündigte das Verlagshaus 36 Entlassungen an, davon 22 in der Redaktion des französischsprachigen Boulevardblattes. «Le Matin» sollte jedoch nicht komplett verschwinden, sondern in Form einer neu zu entwickelnden Online-Plattform, betreut von einem 15-köpfigen Redaktionsteam, das eng mit dem Sport-Center von Tamedia, dem Newsexpress sowie mit dem Netzwerk von «20 Minuten» zusammenarbeiten soll, erhalten bleiben. Mit dieser Entscheidung ging «Le Matin» als erste Schweizer Tageszeitung in die Geschichte ein, die auf eine rein digitale Lösung

setzt. Die Sonntagsausgabe «Le Matin Dimanche» war nicht betroffen vom Entscheid und soll weiterhin in gedruckter Form erscheinen. Anders als die Auflösung der Printausgabe des «Blick am Abend», die im Dezember 2018 folgen sollte, sorgte der Entscheid von Tamedia zu «Le Matin» für viel mediale Aufmerksamkeit.

Ebenso wie beim angekündigten Stellenabbau bei der Schweizerischen Depeschagentur trat die Redaktion von «Le Matin» nach Bekanntgabe des Entscheids, unterstützt von den ebenfalls Tamedia angehörigen Redaktionen von «24 Heures», «Le Matin Dimanche» und «Tribune de Genève» Anfang Juli in den Streik. Angetrieben waren sie dabei ebenfalls durch den Unmut aufgrund bereits zuvor erfolgter Restrukturierungen, namentlich des 2016 kommunizierten Stellenabbaus bei «24 Heures» und der «Tribune de Genève» und der Schaffung von Zentralredaktionen im vergangenen Jahr. Drei Tage später willigte Tamedia in ein Mediationsverfahren ein, um den Streik zu beenden. Gute zwei Wochen später beendete das Verlagshaus die Mediation aber bereits wieder, da sich keine gangbare Alternativlösung abgezeichnet habe. Dieser Entscheid stiess nicht nur bei der Belegschaft, sondern auch bei der Waadtländer und Genfer Regierung auf Konsternation, die sich um die Abnahme der Medienvielfalt in der Romandie sorgten. In einer Medienmitteilung kritisierten die kantonalen Exekutiven den «abrupten und unilateralen» Beschluss, der eine ehrliche Bereitschaft zur Suche nach Alternativlösungen vermissen lasse. Tamedia liess verlauten, man wolle sich auf das bereits zuvor eingeleitete Schlichtungsverfahren beim Kanton Waadt konzentrieren, wobei das Aushandeln eines Sozialplans und Hilfsangebote für entlassene Mitarbeitende im Zentrum stünden. Kurz vor der Einstellung der Printausgabe berichteten die Medien von Gesprächen zwischen Tamedia-Verleger Pietro Supino und Christian Constantin, Präsident des FC Sion, zur Rettung des «Matin» durch eine mögliche Zusammenarbeit unter dem Namen «Le Matin Sports». Diese Gespräche wurden jedoch nicht weiterverfolgt und die Printausgabe der Westschweizer Tageszeitung wie geplant eingestampft.

Das 1984 aus der «Tribune de Lausanne» entstandene Boulevardblatt der Romandie feierte im selben Jahr sein 125-jähriges Bestehen. Die Leserschaft von «Le Matin» belief sich zuletzt auf etwa 235'000 Personen – eine Zahl, an die keine andere Tageszeitung in der Romandie herankam. Trotzdem hatten sich bei der Zeitung innert 10 Jahren aufgrund abnehmender Leserzahlen und Werbeeinnahmen Verluste von insgesamt CHF 34 Mio. angehäuft. Im Jahr zuvor hatte die Romandie bereits die Einstellung des wöchentlich erscheinenden Nachrichtenmagazins «L'Hebdo» hinnehmen müssen.⁵⁹

AUTRE
DATE: 31.12.2018
MARLÈNE GERBER

Neben der SDA beschlossen auch die **Printmedien im Jahr 2018 Entlassungen**. So gab es etwa Entlassungen bei den Bündner Zeitungen, «Le Matin», der Basler Zeitung sowie einstellungsbedingt auch beim «Giornale del Popolo» und der TagesWoche. Den Paukenschlag in Bezug auf Kündigungen bei den privaten Medien lieferte im November 2018 das neu gegründete Joint Venture CH Media mit seiner Ankündigung, dass in den nächsten beiden Jahren, während des Integrationsprogramms für die NZZ-Regionalmedien und die AZ Medien, bis zu 200 Vollzeitstellen gestrichen werden sollen. Mit dieser Reaktion auf die «weiterhin äusserst angespannte Marktsituation» reduziert das Unternehmen die Beschäftigung um ungefähr zehn Prozent. Sämtliche Unternehmensbereiche sollen vom Stellenabbau betroffen sein. Neben Zeitschriften, Online-Portalen, Radio- und TV-Stationen gehören unter anderem die Aargauer Zeitung, die Luzerner Zeitung, das St. Galler Tagblatt und die «Schweiz am Wochenende» zu der insgesamt über 80 Marken umfassenden CH Media. Ein Teil des Stellenabbaus soll durch Fluktuationen erreicht werden; Kündigungen seien aber nicht zu umgehen. CEO Axel Wüstmann kündigte zu diesem Zeitpunkt ebenfalls an, dass es für die überregionalen Themen der Zeitungen eine Mantelredaktion geben werde. Die Gewerkschaft Syndicom sprach von einem «gigantischen Sparprogramm» und mahnte das Unternehmen, den angekündigten Zeitraum von zwei Jahren einzuhalten und nicht mit übereilten Aktionen vorzupreschen.⁶⁰

AUTRE
DATE: 01.01.2020
MARLÈNE GERBER

Die Tamedia AG wandelte ihren Namen Anfang 2020 in **TX Group** um. Der von «Technology Exchange» abgeleitete neue Name soll den Wandel des Unternehmens vom Zeitungswesen hin zu einem digitalen Konzern abbilden. Auch die TX Group hatte mit den Auswirkungen der Corona-Pandemie zu kämpfen. In drei von vier Bereichen musste der Konzern im Jahr 2020 ein negatives erstes Halbjahresergebnis hinnehmen. Einen starken Umsatzrückgang verzeichnete der sonst rentable Bereich «20 Minuten» – dies nicht nur wegen eingebrochener Werbeeinnahmen, sondern auch wegen abnehmender Pendlerströme. Bestehende strukturelle Probleme im Zeitungssektor

Tamedia – für den Bereich der Bezahlmedien blieb der bisherige Name erhalten – wurden durch die Pandemie verstärkt; die Werbeeinnahmen sanken im untersuchten Zeitraum um 35 Prozent. Als dritter Bereich mit roten Zahlen hatte die hauptsächlich im Verkauf von Fernsehwerbung tätige Goldbach Group ein rückläufiges Ergebnis zu verzeichnen. Positiv schloss lediglich TX Markets ab, der vierte Bereich der TX Group, der aus verschiedenen Online-Marktplätzen wie Homegate, Ricardo, Tutti und Jobs besteht. Gemäss Verwaltungsratspräsident Pietro Supino werde damit deutlich, dass sich die Diversifikation des Unternehmens gelohnt habe.

Zukünftig soll vor allem über eine Steigerung des Verkaufs von Digital-Abonnements versucht werden, die Abhängigkeit Tamedias von den Entwicklungen auf dem Werbemarkt zu reduzieren. Zeitgleich mit Bekanntgabe der hohen Verluste (CHF -109 Mio. im Vergleich zu CHF +54 Mio. im Vorjahr) und aufgrund anhaltender struktureller Schwierigkeiten beschloss die TX Group Ende August 2020, die Kosten im Bereich Tamedia in den anstehenden drei Jahren um CHF 70 Mio. zu senken (-15%). Dabei soll es zu einem Abbau von mehreren Dutzend journalistischen Stellen kommen. Die Gewerkschaften Impressum und Syndicom forderten sogleich den Verzicht auf die Entlassungen und im Gegenzug die Überbrückung fehlender Erträge mit den Reserven. Ende Oktober verkündete der Konzern, dass die Redaktionen von «Der Bund» und der Berner Zeitung per Frühjahr 2021 enger zusammenarbeiten sollten. Tamedia liess die Frage, ob dies die Zusammenlegung der beiden Redaktionen bedeute, zum gegebenen Zeitpunkt offen. Die Mediengewerkschaften gingen indes davon aus.⁶¹

AUTRE
DATE: 25.06.2020
MARLÈNE GERBER

Die **NZZ** durfte sich mitten in der Covid-19-Pandemie als diejenige Deutschschweizer Tageszeitung rühmen, die den stärksten Nutzungszuwachs verzeichnen konnte. Im Halbjahresvergleich konnte die Printausgabe gemäss Wemf-Daten vom April 2020 bei der Leserschaft einen Zuwachs von 11'000 Personen erzielen. Mit ihren Print- und Online-Ausgaben erreichte die NZZ zu diesem Zeitpunkt täglich insgesamt 474'000 Personen, 236'000 davon rein über den digitalen Kanal. Im März überholte nzz.ch mit insgesamt 8.7 Mio. Nutzerinnen und Nutzern («unique clients») sogar die bisherigen Spitzenreiter 20min.ch und blick.ch. Zahlen aus dem Vorjahr zeigten zudem, dass die Abonnentenzahl in Deutschland um 50 Prozent gesteigert werden konnte. Trotzdem sah sich das Medienhaus ebenso wie die anderen grossen Medienhäuser aufgrund stark rückläufiger Werbeeinnahmen gezwungen, Kurzarbeit zu beantragen und weitere Sparmassnahmen einzuleiten. Ende Juni kommunizierte die NZZ-Mediengruppe die sogenannte **Strategieschärfung**, mit der spätestens bis 2030 die Marke von 400'000 Bezahl-Abonnements erreicht werden soll (bisher: 187'000 Abonnements). Das Unternehmen plante dabei vor allem ein Wachstum im digitalen Bereich, was Anpassungen in der Angebotsstrategie und einer Schärfung des digitalen Portfolios bedurfte. Nicht zuletzt werden im Rahmen der Strategieschärfung per Januar 2021 auch die Ressorts Wirtschaft und International der NZZ und NZZ am Sonntag zusammengelegt. Die digitalen Titel der NZZ-Mediengruppe sollen künftig über einen gemeinsamen Newsroom betrieben werden. Insgesamt beabsichtigte das Unternehmen eine Kostenreduktion um 10 Prozent. Einsparungen sollen dabei in erster Linie im Marketing, im Vertrieb, in den Service-Bereichen sowie in der Logistik und beim Druck erzielt werden; bezüglich Letzterem beschloss das Medienhaus auch eine Reduktion der werktägigen Printausgabe auf 32 redaktionelle Seiten. Das Massnahmenpaket soll einen Stellenabbau von unter 5 Prozent zur Folge haben, wobei es wegen natürlicher Fluktuationen nur vereinzelt zu Entlassungen kommen solle.

Ende August vermeldete die NZZ-Mediengruppe für das erste Halbjahr 2020 ein Pandemie-bedingtes, negatives **Betriebsergebnis** von CHF -1.2 Mio. (1. Halbjahr 2019: CHF +8.2 Mio.). Der Ertrag aus dem Werbemarkt hatte sich gar um einen Fünftel reduziert (CHF -6.8 Mio.). Werden hingegen nicht nur die dem eigentlichen Geschäftszweck dienenden Erträge und Kosten berücksichtigt, sondern zum Beispiel auch die Ausfälle beim Sponsoring und durch Mietzinsreduktionen bei Betriebsliegenschaften, kommt der Unternehmensverlust gar bei CHF -3.4 Mio. gegenüber einem im ersten Halbjahr 2019 erzielten Plus von CHF 9.4 Mio. zu liegen.⁶²

AUTRE
DATE: 12.09.2020
MARLÈNE GERBER

Neben der digitalen Version des «Blick» expandiert auch das Online-Newsportal **Watson** 2021 in die Romandie, wie der Medienkonzern CH Media im Herbst 2020 bekannt gab. Die **Expansion in die Romandie** verschaffe Watson einen nationalen Auftritt, womit das Newsportal für Werbekunden an Attraktivität gewinnen könne. Watson-Geschäftsführer Michael Wanner hatte zu seinen Plänen auf jeden Fall positives Feedback aus dem Werbemarkt vernommen. Am neuen Standort in Lausanne sollen 20 Redaktionsmitglieder für Watson tätig sein. Die Chefredaktion übernehmen wird Sandra Jean, frühere Redaktionsdirektorin von «Le Nouvelliste». ⁶³

AUTRE
DATE: 24.09.2020
MARLÈNE GERBER

Kaum hatte **CH Media** das massive, gründungsbedingte Sparprogramm abgeschlossen, eröffnete das Medienunternehmen im September 2020, bis Ende 2022 die Kosten jährlich um je CHF 30 Mio. senken zu wollen, wobei es erneut zu einem Stellenabbau kommen werde. Als Grund für das Effizienzprogramm gab das Unternehmen sowohl den Strukturwandel in der Medienbranche als auch Corona-bedingte Umsatzeinbussen an. Das 2018 aus einem Zusammenschluss der AZ Medien und der NZZ-Regionalmediengruppe gegründete Unternehmen ist zuletzt mit dem Zukauf der Sendergruppe 3+, zusammen mit den bereits in den Joint Venture eingebrachten TV-Sendern, zum grössten privaten Betreiber von TV-Sendern in der Schweiz herangewachsen. ⁶⁴

AUTRE
DATE: 04.11.2020
MARLÈNE GERBER

«Un nouveau chapitre s'ouvre pour «Le Temps», titelte das französischsprachige Traditionsblatt Anfang November 2020 und vermeldete den **Verkauf von «Le Temps» an die Stiftung Aventinus**. François Longchamp, Präsident des Stiftungsrates und früherer Genfer Staatsrat (fdp), gab bekannt, das Blatt als unabhängige Qualitätszeitung weiterführen zu wollen. Die Redaktion von «Le Temps» zieht damit zurück nach Genf und somit an den Standort, den sie nach der Übernahme der Aktienanteile von Tamedia durch Ringier im Jahr 2014 Richtung Lausanne verlassen hatte. Ringier kommentierte den Verkauf an die Stiftung damit, dass man künftig auf publizistische Kernprodukte fokussieren wolle. Darüber hinaus sichere ein Verkauf der Zeitung langfristig deren Überleben und den Erhalt von über 100 Arbeitsplätzen. 2017 hatte Ringier bereits das kurz zuvor mit «Le Temps» fusionierte Nachrichtenmagazin «L'Hébdô» aufgegeben; dieses war damals aufgrund anhaltend roter Zahlen eingestellt worden. Die Stiftung Aventinus, Käuferin von «Le Temps», war im Oktober 2019 mit dem Zweck gegründet worden, unabhängige und diversifizierte Qualitätsmedien zu erhalten. Dass eine Tageszeitung von einer Stiftung übernommen wird, ist eine Premiere in der Schweiz. ⁶⁵

AUTRE
DATE: 10.12.2021
MATHIAS BUCHWALDER

Les réductions dont bénéficieront les journaux et périodiques en abonnement sur les tarifs d'acheminement de la Poste resteront en 2022 identiques à 2021. Le Conseil fédéral l'a annoncé le 10 décembre 2021, précisant que cette décision est indépendante de la votation du 13 février 2022 sur le train de mesures en faveur des médias. Si l'objet est accepté, les aides indirectes seront étendues. D'ici-là, les quotidiens et hebdomadaires de la presse locale et régionale auront droit à une réduction de 29 centimes par exemplaire. 150 titres sont éligibles pour bénéficier de cette aide au 1er octobre 2021, contre 151 à fin 2020, pour un volume de 112.3 millions d'exemplaires (-1.2 mio). Pour être précis, deux titres sont passés sous la barre de 40'000 exemplaires – condition pour l'obtention d'un rabais – alors que trois autres l'ont franchie. A l'heure actuelle, ce sont CHF 30 millions qui sont alloués annuellement pour ce soutien. En outre, CHF 20 millions sont disponibles pour l'aide à la presse associative et celle des fondations. Au 1er octobre 2021, 942 titres remplissaient les conditions pour bénéficier d'un rabais dans ce cadre (-31), ce qui représente un volume de 113.3 millions d'exemplaires (-0.4mio). Le rabais équivaut dans ce cas à 18 centimes par exemplaire. A noter que les aides complémentaires octroyées dans le cadre de l'ordonnance Covid-19 presse écrite arrivent à échéance à la fin de l'année 2021. ⁶⁶

AUTRE
DATE: 16.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

Pour l'année 2023, les **quotidiens et hebdomadaires de la presse locale et régionale bénéficieront d'un rabais de 26 centimes par exemplaire** livré par la Poste. Le Conseil fédéral a réduit ce montant de trois centimes par rapport à l'année précédente. Cette décision a dû être prise car le budget prévu pour **l'aide indirecte à la presse** a été dépassé en 2022, bien que le nombre d'exemplaires concernés ait diminué de 0.3 millions. Ainsi, le solde négatif est soustrait du montant à disposition pour 2023. Comme le paquet d'aide aux médias a été refusé en février 2022, ce sont toujours CHF

30 millions par année qui seront alloués à l'aide pour la distribution ordinaire des quotidiens et hebdomadaires en abonnement. Si l'objet avait été accepté, ce montant serait passé à CHF 50 millions par année. L'idée d'augmenter les subventions n'a pas encore été abandonnée par les plus ardents défenseurs de l'aide à la presse, puisqu'une initiative parlementaire en ce sens a été déposée par la conseillère nationale fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach (centre).

Dans son communiqué de presse, le Conseil fédéral précise que 148 titres locaux et régionaux peuvent prétendre à l'aide indirecte au 1er octobre 2022 (-2 par rapport à 2021), pour un volume annuel d'expédition de 112 millions d'exemplaires (-0.3 millions par rapport à 2021, comme évoqué précédemment). En outre, le rabais pour la distribution de la presse associative et des fondations reste fixé à 18 centimes par exemplaire, pour un montant total de CHF 20 millions par année. 924 titres y sont éligibles (-18 par rapport à 2021), représentant un volume annuel d'expédition de 110.4 millions d'exemplaires (-2.9 millions par rapport à 2021).⁶⁷

Aspects généraux de la politique médiatique

AUTRE

DATE: 22.07.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Ehrverletzungsstreit, der auf den sogenannten "**Historikerprozess**" folgte, hiess das Bundesgericht die Klage des Zürcher Anwalts Frick gegen einen Journalisten des Tages-Anzeigers gut mit der Begründung, das Prinzip der Unschuldsvermutung hätte respektiert werden müssen. Der Journalist hatte im Dezember 1989 in einem Artikel die These eines Historikers und dessen Vorwürfe gegen Wilhelm Frick, dieser sei 1940 in einen Putschversuch verwickelt gewesen, übernommen, ohne die Quellen zu überprüfen. Eine generelle Pflicht für Medienschaffende, Angaben in wissenschaftlichen Arbeiten anhand der Primärquellen zu überprüfen, besteht allerdings nicht. Laut Angaben des Bundesgerichts ergibt sich eine solche Pflicht jedoch dann, wenn kumulativ ein schwerer Angriff auf die Ehre erhoben werde und überdies die Sekundärquelle die Primärquelle nicht wörtlich zitiere. Dann müsse mit der Möglichkeit einer eigenen Wertung des Zweitautors gerechnet werden.⁶⁸

AUTRE

DATE: 31.12.1994
EVA MÜLLER

Der Bundesrat setzte ausserdem eine **Arbeitsgruppe** ein, welche das Prinzip der Öffentlichkeit der Bundesverwaltung prüfen und ein entsprechendes Gesetz entwerfen soll. Nach diesem Grundsatz hätte jedermann das Recht auf Auskunft und Akteneinsicht durch die Angestellten der Bundesverwaltung. Ebenfalls geplant ist die Einführung eines Beschwerderechtes im Falle einer ablehnenden Haltung der Behörden. Ausnahmen von der Akteneinsicht sind vor allem im Bereich der inneren und äusseren Sicherheit und im Persönlichkeitsschutz vorgesehen. Vor einer definitiven Stellungnahme will das EJPD die Erfahrungen des Kantons Bern abwarten, welcher das Öffentlichkeitsprinzip mit seiner neu in Kraft tretenden Verfassung vom 1. Januar 1995 einführen wird.⁶⁹

AUTRE

DATE: 20.12.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Die Bundesanwaltschaft ermittelte aufgrund einer Anzeige des Bundesamts für Polizei (BAP) gegen drei Journalisten des „**Sonntags-Blicks**“ wegen **Veröffentlichung geheimer Unterlagen**. Auslöser war ein Artikel über geheime Ermittlungen mehrerer Kantone in Kooperation mit dem BAP und Interpol gegen einen internationalen Mafiaring gewesen. Im „**Fall Jagmetti**“ bestätigte das Bundesgericht einen Entscheid des Zürcher Obergerichts, wonach ein Redaktor der „Sonntags-Zeitung“ wegen Veröffentlichung amtlich geheimer Verhandlungen zu einer Busse von 800 Fr. verurteilt worden war. In seiner Urteilsbegründung hielt das Bundesgericht fest, die Veröffentlichung einer in vertretbarer Weise für geheim erklärten Information bleibe grundsätzlich strafbar. Eine im Licht der Meinungsäusserungsfreiheit grosszügigere Gesetzesauslegung lehnte das Gericht als unzulässig ab. Im weiteren stützte das Bundesgericht einen Entscheid der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI), welche im Zusammenhang mit der 1997 ausgestrahlten Sendung „**L'honneur perdu de la Suisse**“ den Verantwortlichen der Télévision Suisse Romande (TSR) eine Verletzung der Programmbestimmungen vorgeworfen hatte. Der Sendebeitrag, in welchem die Rolle der Schweiz im Zweiten Weltkrieg thematisiert worden war, habe es gemäss Urteil des Bundesgerichts an Objektivität und Transparenz mangeln lassen.⁷⁰

AUTRE
DATE: 02.10.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Die bis anhin mit CHF 100 Mio. dotierte indirekte Presseförderung wurde um CHF 20 Mio. reduziert. Der Bundesrat setzte die entsprechende **Änderung des Postgesetzes** auf Anfang 2004 in Kraft. Demnach werden ab diesem Zeitpunkt nur noch CHF 80 Mio. Bundessubventionen für die verbilligte Zustellung von Zeitungen und Zeitschriften zur Verfügung stehen; dabei sollen die Regional- und Lokalpresse nicht von Preiserhöhungen, die mit der Subventionskürzung begründet werden, betroffen sein. Diese Regelung gilt bis ins Jahr 2007 und wird dann durch ein neues, von der SPK zu erarbeitendes System zur Förderung der Medienvielfalt abgelöst. Die Post kündigte mit dem Hinweis, dass der Zeitungsversand trotz den Bundesbeiträgen im Rahmen der indirekten Presseförderung defizitär sei, für das kommende Jahr vorerst eine **Tariferhöhung** und als Alternative für eine weitere Preissteigerung im Jahr 2005 eine **Optimierung des Versandsystems** an. Konkret ging es darum, den Versand der Zeitungen in der Westschweiz künftig an einem zentralen Standort in der Region von Lausanne abzuwickeln und zu diesem Zweck die verschiedenen Titel bis um 01.00 Uhr im Sortierzentrum einzufordern. Die Westschweizer Chefredaktoren zeigten sich tief beunruhigt von der geplanten Reorganisation und plädierten für eine Beibehaltung des bisherigen Systems. Die von der Post anvisierte Neuregelung werde zu einem früheren Redaktionsschluss bei einer Mehrheit der Zeitungen führen und damit die Berichterstattung über wichtige Ereignisse am Abend erschweren sowie einen überregionalen Zeitungsversand durch das neue System verhindern.⁷¹

AUTRE
DATE: 04.12.2004
HANS HIRTER

Die Schweizerische Gesellschaft für **Kommunikations- und Medienwissenschaft** wies erneut auf die Not hin, die in den von Studierenden überrannten Hochschulinstituten herrsche. Die Fachvertreter wünschten nicht nur zusätzliche Finanzmittel, sondern auch eine verbesserte Koordination und Profilierung der Lehr- und Forschungsstätten auf Universitäts- und Fachhochschulebene.⁷²

AUTRE
DATE: 10.06.2006
ANDREA MOSIMANN

Das Berichtsjahr war geprägt von einer Debatte um den **Strafgesetzentwurf 293**, der die **„Veröffentlichung amtlich geheimer Verhandlungen“** mit Haft oder Busse bedroht. Die Norm wurde stark kritisiert, weil sich die Informanten in der Verwaltung so gut wie nie eruieren liessen und bloss die Journalisten, welche die Informationen verbreiteten, belangt wurden. Anlässlich der Ermittlungen gegen den Sonntagsblick, wegen der Publikation eines als geheim deklarierten Fax mit Informationen zu Verhörzentren der CIA, wurde die Schweiz vom Beauftragten für Medienarbeit der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa gerügt. Er forderte die zuständigen Bundesräte auf, Medienschaffende wegen der Publikation von Geheimdokumenten nicht mehr zu belangen und die entsprechende Lücke im Strafgesetzbuch zu schliessen. Der Bundesrat hatte dem Parlament bereits 1997 erfolglos die Streichung dieser Strafnorm beantragt und prüfte dies nun erneut. Dabei ging es namentlich darum, ob das Strafgesetz nach der Streichung von Art. 293 mit anderen Bestimmungen noch genügend Handhabe böte, um Schaden für das Land infolge von Publikationen zu verhindern. Dies bedeutete einen Etappensieg für den grünen Nationalrat Lang (ZG), der die Streichung von Art. 293 mittels einer Motion (Mo. 06.3038) forderte.⁷³

AUTRE
DATE: 31.12.2007
ANDREA MOSIMANN

Die Kontroverse über die Verurteilung von Medienschaffenden wegen der **Veröffentlichung amtlich geheimer Dokumente** setzte sich im Berichtsjahr fort. Die beiden Journalisten die einen als geheim deklarierten Fax, mit Informationen zu den Verhörzentren der CIA veröffentlicht hatten, mussten sich vor dem Militärgericht in St. Gallen verantworten. Sie wurden mit der Begründung freigesprochen, die Publikation des Faxes habe die Sicherheit der Schweiz nicht ernsthaft gefährdet.⁷⁴

AUTRE
DATE: 19.09.2009
SABINE HOHL

Anfang März gaben der Zürcher Medienkonzern Tamedia und das grösste Westschweizer Medienhaus Edipresse die schrittweise **Übernahme des Schweizer Geschäfts von Edipresse durch Tamedia** bis 2013 bekannt. Diese Übernahme ist mehr als nur ein weiterer Schritt der Pressekonzentration: Tamedia überschreitet damit als erstes Schweizer Medienhaus im Bereich der Tageszeitungen die Sprachgrenze. Edipresse gibt unter anderem die Zeitungen „24 heures“, „Tribune de Genève“ und „Le Matin“ heraus. Die Übernahme wurde in der Romandie zwar mit Enttäuschung zur Kenntnis genommen, führte aber nicht zu einem Aufschrei. Tamedia betonte ihre Absicht, Edipresse grösstmögliche Autonomie zu gewähren und die Pressevielfalt zu erhalten. Die Gratiszeitung „Le Matin Bleu“ wurde jedoch mit „20 minutes“

zusammengeführt. Die Wettbewerbskommission unterzog die Übernahme von Edipresse durch Tamedia einer eingehenden Prüfung und bewilligte sie ohne Auflagen.⁷⁵

AUTRE
DATE: 08.10.2011
DEBORA SCHERRER

Am **Swiss Media Forum 2011**, das zum ersten Mal stattfand, äusserte sich Bundesrat Johann Schneider-Ammann zur staatstragenden Funktion der Medien und der gebotenen Qualität, die sich in Objektivität, Korrektheit, Unabhängigkeit, Vielfältigkeit, Verständlichkeit und Konstanz niederschlagen soll.⁷⁶

AUTRE
DATE: 01.09.2012
MÄDER PETRA

Eine 2011 vorgebrachte **Beschwerde gegenüber dem Meinungsforschungsinstitut GfS** wurde im April des Berichtjahres von der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio- und Fernsehen (UBI) abgelehnt. Der Beschwerdeführer hatte der GfS vorgeworfen, Umfrageergebnisse vor den eidgenössischen Wahlen nicht korrekt vermittelt zu haben. Obwohl die UBI die Beschwerde ablehnte, kritisierte sie, dass die Wahlbarometer im Schweizer Fernsehen als repräsentativ dargestellt worden seien.⁷⁷

AUTRE
DATE: 16.12.2015
MARLÈNE GERBER

Im August 2015 wurde bekannt, dass die SRG, Swisscom und Ringier die **Gründung einer Werbeallianz** (sog. Joint Venture) anstrebten, welche weiteren Interessenten offen stehen soll – allerdings vorerst nicht als Besitzer, sondern lediglich als Kunden zur Vermarktung ihrer Werbeplätze. Synergien erhofften sich die drei Akteure durch das Zurverfügungstellen von durch die Swisscom erhobenen Nutzerdaten, was dann auf den Plattformen der Medienanbieter die Schaltung von individuell zugeschnittener Werbung erlauben würde. Die Eröffnung dieser Pläne geschah überraschend und wurde von den Zeitungen im Kontext der aktuellen Debatte um den Service public und die SRG mit grossem Interesse verfolgt. Bereits drei Tage nach Bekanntgabe dieser Pläne trat Ringier nach einem Eklat aus dem Verband Schweizer Medien (VSM) aus. Grund für diese Trennung war die bereits an der Dreikönigstagung und im Anschluss an die RTVG-Abstimmung zumindest implizit erfolgte Forderung des VSM nach einem Werbeverbot für die SRG. Zwei Wochen später relativierte der VSM mit einer offiziellen Stellungnahme: Der Verlegerverband habe sich "nie für ein totales Werbeverbot ausgesprochen", wie VSM-Direktorin Verena Vonarburg in einer schriftlichen Stellungnahme schrieb. Gemäss einem kurz nach der RTVG-Abstimmung vom Verband herausgegebenen Positionspapier befürworte der VSM eine SRG, die sich auf ein "demokratierelevantes Medienangebot konzentriert (...). Werbeeinnahmen sind für dieses Angebot nicht notwendig." Der Zusammenschluss zu einer Werbeallianz sei entweder zu untersagen oder mit klaren Auflagen zu belegen, damit Dritte in keinerlei Hinsicht diskriminiert würden. Am Jahreskongress wurde Verlegerpräsident Hanspeter Lebrument dann doch konkreter und forderte ein Verbot der geplanten Werbeallianz. Dass ob dieser Frage innerhalb des VSM nicht nur Einigkeit bestand, zeigte auch der Ende November bekannt gegebene Abgang von Verena Vonarburg zur Ringier-Gruppe. Ob die geplante Werbeallianz gegründet werden kann, lag jedoch im Ermessen der WEKO und des BAKOM. Bevor dieser Entscheid erfolgte, machte Bundesrätin Leuthard in der Fragestunde der Herbstsession 2015 bereits klar, dass das Online-Werbeverbot der SRG nicht angetastet werde. Mitte Dezember genehmigte die WEKO den Joint Venture aus kartellrechtlicher Sicht; das BAKOM verhängte aber temporäre vorsorgliche Massnahmen, welche der SRG bis zum Entscheid des BAKOM untersagten, Marktauftritte und neue Werbeaktivitäten innerhalb des Joint Ventures zu planen. Das BAKOM wollte seinen Beschluss im Frühjahr 2016 bekannt geben.⁷⁸

Nouveaux médias

AUTRE
DATE: 05.06.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Mai hatte der Virus „I love you“ einen grossen Teil der Kommunikation in der Bundesverwaltung für einen Tag lahmgelegt; zwischen 400 und 500 Personalcomputer waren laut Bundesamt für Informatik infiziert und deren Festplatten vollständig gelöscht worden. Der Virusangriff habe die Verwaltung damit rund eine Mio Fr. gekostet. Über mögliche durch „I love you“ in der Privatwirtschaft verursachte Schäden hielt sich diese aus Imagegründen – um nicht heikle Lücken in ihrem Sicherheitsdispositiv preisgeben zu müssen – bedeckt.⁷⁹

AUTRE
DATE: 24.10.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Versuch, gegen **illegale Inhalte im Internet** anzukämpfen, verabschiedete die Bundespolizei (Bupo) im April Verhaltensgrundsätze, die abgestützt auf ein Rechtsgutachten des Bundesamts für Justiz den Providern als private Anbieter elektronischer Dienstleistungen eine aktive Rolle beim Kampf gegen illegale Websites-Inhalte zuteilten. So sollten Provider, die den Nutzerinnen und Nutzern den Zugang zum Internet verschaffen, bei Erhalt eines Hinweises der Strafverfolgungsbehörden illegale Netzinhalte sperren. Das Gutachten baute auf einem Bundesgerichtsentscheid von 1999 auf, das einen Buchhändler mit der Begründung verurteilt hatte, bei Rassendiskriminierung und harter Pornographie seien nicht nur der Autor, sondern auch weitere Verbreiter strafbar. Das Positionspapier der Bupo drohte, eine einvernehmliche Lösung mit den Providern zu verhindern. Da nach wie vor zahlreiche rechtliche Fragen offen standen, liess der Verband Inside Telecom (VIT), Vertreter der Provider, ein Zweitgutachten erstellen. Die Professoren Marcel Niggli, Franz Riklin und Günter Stratenwerth orteten eine eklatante Rechtsunsicherheit, welche die Dringlichkeit gesetzlicher Regelungen spiegelten. Der Unmut der Provider über das Bupo-Papier gründete insbesondere in den Befürchtungen, einerseits eine eigene Überwachungsbehörde aufbauen zu müssen und andererseits durch allzu strenge nationale Gesetze einen Standortnachteil im internationalen Umfeld zu erleiden.⁸⁰

AUTRE
DATE: 02.11.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Gemäss einer **WEMF-Befragung** von 12'300 Personen in den Monaten April bis September 2000 begaben sich inzwischen 23,3% der Schweizer Bevölkerung oder 1,3 Mio Personen täglich ins Internet. Der engere Nutzerkreis, der mehrmals pro Monat im Internet surft, umfasste gesamtschweizerisch 1,83 Mio Personen (32,6%). Dem weitesten Nutzerkreis (Nutzung im letzten halben Jahr) gehörten 2,64 Mio Personen (47,1%) an. Gemäss WEMF hatten sich die **Zugangsklüfte** hinsichtlich Faktoren wie Alter, Geschlecht, Bildung und Einkommen nicht abgebaut, sondern verstärkt. Der typische Internet-Nutzer blieb **jung, männlich, gut gebildet** und gut **verdienend**. Gleichzeitig machte die WEMF aufgrund der Befragungsergebnisse eine Entwicklung des Internets zum Tagesmedium aus. Die **beliebteste Webnutzung** war mit 96 Prozent der **E-Mail-Verkehr**, wobei der elektronische Zahlungsverkehr und das Online-Shopping an Marktanteilen gewannen.⁸¹

AUTRE
DATE: 02.12.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Ende Jahr verabschiedete der Presserat Richtlinien zur **journalistischen Ethik im Internet**. Dabei sollten die Online-Journalistinnen und -Journalisten auf dieselben Standesregeln verpflichtet werden wie die übrigen Medienschaffenden. Da sich im komplexen Medium Internet die Nuancen zwischen Information, Propaganda, Kommerz und Selbstdarstellung oft verwischten, seien gerade im Internet Tätige zur Unabhängigkeit, Wahrheit, Quellentreue, Fairness, Achtung der Menschenwürde und zum Persönlichkeitsschutz anzuhalten. Im weiteren empfahl der Presserat Online-Medien, klar zwischen journalistischen Inhalten und Werbung zu trennen, Transparenz beim Verwenden von Personendaten walten zu lassen sowie ein Online-Impressum zum Öffentlichmachen der Verantwortung einzurichten. Schliesslich sollten Online-Medienschaffende eine angemessene Aus- und Weiterbildung geniessen.⁸²

AUTRE
DATE: 03.03.2011
DEBORA SCHERRER

Eine in der Herbstsession 2010 vom Ständerat angenommene Motion Schweiger (fdp, ZG) zum Thema Jugendmedienschutz, welche die Entwicklung eines **Medienführerscheins** für Jugendliche samt Verankerung im Lehrplan 21 forderte, wurde im März des Berichtsjahrs vom Nationalrat abgelehnt. Der Bundesrat und eine Mehrheit der Nationalräte beriefen sich auf die Souveränität der Kantone im Bereich der Volksschule. In seiner Stellungnahme wies der Bundesrat auf bereits bestehende Programme hin, wie etwa das nationale Medienkompetenz-Programm, das vom Bundesamt für Sozialversicherungen lanciert worden ist.⁸³

AUTRE
DATE: 27.02.2013
MARLÈNE GERBER

Ende Februar verabschiedete der Bundesrat eine eidgenössische **Strategie für den Umgang mit Internet-Domain-Namen**. Darin legt die Landesregierung jene Bezeichnungen fest, die es zu schützen gilt; so etwa vom Bund verwendete Begriffe für das Staatswesen, bundesstaatliche Institutionen sowie Namen von staatlichen Exekutivmitgliedern. Darüber hinaus hatte sich der Bund im Vorjahr bei der globalen Verwaltungsstelle für Internet-Adressen (ICANN) um die Zuteilung des Domain-Namens „swiss“ beworben, welcher künftig Wirtschaft, Kultur und Institutionen der Schweiz offen stehen soll. Diese Domain der ersten Ebene biete einen hohen Wiedererkennungswert im Gegensatz zu „ch“, bei welcher es oft zu Verwechslungen mit anderen Ländern wie beispielsweise China komme. Ende April äusserte sich die ICANN positiv zum Vorhaben des Bundes. Ab der zweiten Hälfte des Folgejahres 2014 wird es mit grosser Voraussicht möglich sein, Internetadressen auf die Endung „swiss“ zu registrieren. Die obige Strategie hält bereits erste Grundregeln für die Vergabe von Adressen einer solchen Domain fest. So soll es dem BAKOM zufallen zu überprüfen, ob ein ausreichender Bezug zur Schweiz für die Vergabe dieser Domain besteht.⁸⁴

AUTRE
DATE: 07.11.2014
MARLÈNE GERBER

Diverse Fernmeldeunternehmen erachteten den Zeitpunkt zur Regulierung der Netzneutralität als reif und einigten sich im November auf **Verhaltensrichtlinien zur Netzneutralität**. Orange, Sunrise, Swisscom, UPC Cablecom sowie der Verband Swisstable kamen überein, dem Kunden alle Internetdienste und -anwendungen nach Wahl zur Verfügung zu stellen sowie das beliebige Senden und Empfangen von Inhalten zu ermöglichen, um die Informations- und Meinungsfreiheit nicht zu beschneiden. Ferner soll eine unabhängige Schlichtungsstelle eingesetzt werden, wo der Internetnutzer mutmassliche Verletzungen des Verhaltenskodexes melden könne. Demgegenüber stellten sich die Unternehmen wie bereits in ihrer Stellungnahme an die "Arbeitsgruppe Netzneutralität" gegen eine vollständige Gleichbehandlung der Daten: In verschiedenen Fällen, namentlich um Verfügungen von Behörden umzusetzen, schädliche Aktivitäten zu blockieren, Kapazitätsengpässe zu überbrücken oder Vereinbarungen zur Qualitätssicherung mit einem Drittanbieter einzuhalten, soll es dem Netzbetreiber möglich sein, gewisse Daten priorisiert zur Verfügung zu stellen.⁸⁵

Sondages

AUTRE
DATE: 02.07.2014
MARLÈNE GERBER

Der im Nachgang der Masseneinwanderungsinitiative eskalierte Streit um die **Nachwahlbefragungen** führte dazu, dass sich der Bund mit der Frage auseinandersetzte, ob er solche Abstimmungsanalysen auch weiterhin erstellen lassen soll. Im Juli bejahte dies der Bundesrat, beschloss aber auch, den Auftrag für den Zeitraum 2016-2019 gemäss WTO-Richtlinien öffentlich auszuschreiben. Ferner beauftragte er die Bundeskanzlei, mit der "Forschungsgemeinschaft VOX-Analysen" einen neuen Vertrag abzuschliessen, dessen Laufzeit auf Ende 2015 terminiert ist und eine Option auf Verlängerung enthält. Diese würde gewährt, wenn beim neuen Vergabeverfahren Verzögerungen auftreten würden.⁸⁶

AUTRE
DATE: 12.11.2015
MARLÈNE GERBER

Die Nachbefragungen zu den eidgenössischen Abstimmungen, die seit 1977 unter dem Namen **VOX-Analysen** von gfs.bern durchgeführt wurden, werden künftig durch die Stiftung für die Forschung in den Sozialwissenschaften (FORS) und das Zentrum für Demokratie in Aarau (ZDA) in Zusammenarbeit mit dem Umfrageinstitut Link organisiert. Der Bund, welcher die Analysen seit 1987 finanziell unterstützt, hatte den Auftrag im Vorjahr für einen befristeten Zeitraum von vier Jahren zum ersten Mal und im Umfang von CHF 1,8 Mio. öffentlich ausgeschrieben. Für den Entscheid seien die Qualifikation des Befragungsteams von FORS sowie die vorgeschlagenen Massnahmen zur Maximierung der Rücklaufquote und der günstige Preis ausschlaggebend gewesen, begründete die Bundeskanzlei ihre Wahl. Peter Farago, damaliger Direktor von FORS, bestätigte, dass durch diesen Entscheid Synergien mit den bereits am FORS durchgeführten Befragungen zu den eidgenössischen Wahlen (Selects) genutzt werden können. Um einen lückenlosen Übergang zu gewährleisten, finanziert der Bund die VOX-Analysen noch bis maximal Ende 2016. Gemäss Aussagen der Bundeskanzlei bedeutet die Neuvergabe auch einen Schnitt: Die methodische Vergleichbarkeit über die Zeit sei nicht gewährleistet.⁸⁷

1) Communiqué de presse CF du 24.5.23; 24H, 17.3.23; Lib, TA, 18.3.23; 24H, CdT, 6.4.23; 24H, Lib, Republik, 25.5.23; AZ, 27.5., 3.6.23; NZZ, 19.6.23
2) AZ, 3.8.23; NZZ, 29.8.23; 24H, 16.9.23; LT, 28.9.23

- 3) Ww, 11.7.91.
- 4) LNN, 18.4.92.; Presse vom 17.3.92.; JdG, 3.2.92.; Radio-TV-Spiegel, 1992, Nr. 14 und 42.
- 5) NZZ und SGT, 19.11.92.
- 6) BBI, II, 1993, S. 531ff.; NQ, 6.5., 21.6. und 22.9.93; Suisse, 9.9.93.
- 7) Amt. Bull. NR, 1993, S. 1444f.; BBI, III, 1993, S. 1237ff.; Presse vom 12.1. und 13.1.93 (Oppenheim), vom 10.7.93 (Programm), vom 27.9.93 (Betriebsaufnahme) sowie vom 10.11.93 (Ringier.); TA, 18.8.93; Ww, 19.8.93; Presse vom 5.10.93.
- 8) BBI, III, 1993, S. 441; NZZ, 30.3.93; JdG, 23.8.93.
- 9) BBI, III, 1994, S. 1583ff.; Presse vom 1.9.94.
- 10) Bund, 17.3.99.; Bund, 18.3.99.; LT, 28.11.98.; Presse vom 27.1. und 9.4.99.
- 11) NZZ, 7.3., 7.7., 8.7. und 2.10.00 und Presse vom 17.5.00.
- 12) NZZ, 23.6.00; TG, 29.8.00.
- 13) BBI, 2001, 1483 ff.; NZZ, 22.2.01.
- 14) Bund, 23.8.01; NZZ, 29.11. und 12.12.01.; NZZ, 23.11.01
- 15) Bund, 2.3.02; NZZ, 13.3.02.
- 16) AZ, 27.6.02, BaZ, 12.8.02; Rapport de gestion 2002 de l'OFCEM, Bienne 2002, p. 20.
- 17) NZZ, 11.02.03; presse du 28.2.03; communiqué de presse de l'AIEP du 27.2.03.
- 18) BaZ, 14.9.02.; Presse du 29.5.02.
- 19) FF, 2002, p. 6580 ss. et 6595 s.; BO CE, 2002, p. 446 ss.; Presse du 24.1.02.
- 20) CdT, 2.10.02.
- 21) Presse vom 16.4., 13.8. und 12.11.03.; Zur 1. Lesung in der KVF vgl. Presse vom 3.7. und 5.7.03.
- 22) NZZ, 5.8.03.; TA, 10.5.03; SoZ, 11.5.03; Presse vom 12.5.03; NZZ, 4.12.03.
- 23) AZ, 13.2.04; NZZ, 13.2.04.
- 24) <http://www.ubi.admin.ch/presse/2004>
- 25) AB NR, 2004, S. 35 ff. und 426 ff.; Presse vom 3.3.-5.3.04; Aufsätze in Medienheft, Nr. 21, Mai 2004.; BaZ, 9.3.04.
- 26) BaZ, 19.10.04; NZZ, 29.10.04.
- 27) Bakom, Medienmitteilung, 18.6.10; NZZ, 19.5.10, 19.6.10; TA 27.5.10; WW 27.5.10; CdT, 4.6.10; TdG, 21.6.10; NLZ, 14.10.10; LT, 27.12.10.
- 28) AB NR, 2012, S. 962 f.; SGT, 7.6.12
- 29) Medienmitteilung BAKOM vom 14.9. und 20.12.12; Presse vom 15.9.12.
- 30) Medienmitteilung BAKOM vom 6.3. und 22.10.13; NZZ, 7.3. und 23.10.13; SoS, 7.3. und 23.4.13; AZ, 30.11.13.
- 31) Medienmitteilung BAKOM vom 1.5.13; LT, 29.1.13; NZZ und SGT, 2.5. und 3.5.13
- 32) Medienmitteilung UVEK vom 10.7.14; Medienmitteilung UVEK, BAKOM und BR vom 28.11.14
- 33) Lib, NZZ, TA, 8.9.15; AZ, Lib, NZZ, TA, 7.10.15; NZZ, SGT, TA, 22.10.15; BaZ, NZZ, 18.11.15; NZZ, 20.11.15
- 34) AZ, 14.11.15; NZZ, 28.11.15
- 35) SO, 8.3.15; NZZ, 19.3., 10.4.15
- 36) Russ-Mohl und Grubenmann (2016). Zusammenarbeit statt Konkurrenz; NZZ, 9.1.16; SoZ, 10.1.16; AZ, NZZ, 12.1.16; TA, 13.1.16; NZZ, 22.1., 27.2., 23.4.16
- 37) NZZ, TG, 8.4.16
- 38) Mitteilung der Ombudsstelle SRG.D vom 2.2.16; AZ, 5.1., 6.1.16; NZZ, 3.2., 9.4.16; NZZ, TA, 21.6.16
- 39) Lib, NZZ, SGT, TA, TG, 2.7.16
- 40) Medienmitteilung Bundesrat vom 7.9.22
- 41) TG, 3.7.23; Lib, TG, 4.7.23; TA, 6.7.23; AZ, TG, 22.7.23
- 42) Der Freissinn, Nr.1, Juli 79; SP-Information, 25.10.79; Vr, 27.10., 31.10., 2.11. und 6.11.79; VO, 12.11., 15.11., 16.11. und 7.12.79; 24 Heures, 13.11. und 8.12.79.
- 43) Presse vom 25.6.92; Klartext, 1992., Nr. 3; SJUNews, 1992, Oktober (Sondernummer), November. Siehe auch die Interpellation von NR Vollmer (sp, BE) in Verhandl. B.vers., 1992, VI, S. 122.
- 44) TA, 25.1.01; NZZ, 26.1. und 20.4.01; AZ, 3.2.01; Presse vom 8.2.01..ssmgazette, 3/2001, S. 16 f.
- 45) NZZ, 18.1.02; Bund, 13.4.02.
- 46) NZZ, 29.3.03.
- 47) BaZ, 14.10., 16.10., 25.10., 27.11., 2.12. und 19.12.03.; NZZ, 11.1., 27.3., 29.3. und 19.7.03.; NZZ, 25.10.03; TA, 25.10. und 2.11.03; BaZ, 8.11.03; AZ, 8.11.03.; NZZ, 6.6.03; Lib., 11.10.03; NLZ, 15.10.03; BaZ, 31.12.03.; SGT, 14.3.03; Bund, 14.3.03; AZ, 20.3., 28.6., 23.8., 25.8. und 28.8.03; Presse vom 27.6. und 27.11.03; NZZ, 18.7., 22.8., 28.8., 7.10. und 29.11.03.
- 48) AZ und NZZ, 2.4.04.
- 49) AZ und NZZ, 8.9.04.
- 50) NZZ, 13.10.06; www.presserat.ch, Jahresbericht 2006.
- 51) AZ, 15.9.06; NZZ, 15.9. und 21.10.06; LT, 21.10.06.
- 52) NZZ, 29.5.07; BaZ, 22.6.07.
- 53) SGT und Blick, 7.2.11; TA, 9.2.11; Stellungnahme des Schweizer Presserates vom 13.7.11; Presse vom 07.9.11; Presse vom 12. und 15.12.11.
- 54) Medienmitteilung VBS vom 13.9.13; NZZ, 14.9.13; SO, 15.9.13.
- 55) BaZ, 8.1.14; AZ, 10.5.14
- 56) NZZ, 14.9.16; LMD, LT, NZZ, TG, 28.9.16; NZZ, 6.10.16; TA, 14.10.16; LT, 15.10.16; SGT, 17.10.16
- 57) TA, 9.4.18; AZ, NZZ, 26.4.18; SGT, 27.4.18; AZ, 28.4.18; Lib, SGT, 1.5.18; NZZ, TA, 2.5.18; NZZ, 4.5.18; AZ, 5.5.18; WoZ, 10.5.18; AZ, NZZ, TA, 12.5.18; NZZ, 16.5.18
- 58) DeFacto: Initiative for Media Innovation; higgs; NZZ, 3.2.18; BaZ, 6.7.18; Blick, LT, 20.7.18; NZZ, 27.10.18; LT, 21.11.18
- 59) AZ, 23.5.18; Lib, 7.6.18; 24H, AZ, LMD, LT, Lib, NZZ, TA, TG, 8.6.18; WoZ, 14.6.18; TG, 28.6.18; Lib, TG, 29.6.18; LMD, Lib, NZZ, TG, 4.7.18; AZ, LMD, LT, Lib, NZZ, TA, TG, WoZ, 5.7.18; Blick, Lib, NZZ, TA, TG, 6.7.18; NZZ, TA, TG, 10.7.18; AZ, 12.7.18; LMD, Lib, 20.7.18; LMD, LT, NZZ, TA, TG, 21.7.18
- 60) AZ, SGT, TA, 16.11.18
- 61) BZ, 12.6.20; Lib, NZZ, TA, 26.8.20; Bund, NZZ, 30.10.20; BZ, 3.11.20
- 62) Medienmitteilung NZZ Mediengruppe 25.6.20; NZZ, 20.3., 11.4.20; SoZ, 3.5.20; NZZ, 27.8., 18.9., 3.10.20
- 63) AZ, 12.9.20; TA, 7.10.20
- 64) TA Online, 24.9.20; TA, 14.4.20
- 65) NZZ, 4.9.20; TA, 1.10.20; Lib, 3.10.20; AZ, 31.10.20; AZ, Blick, LT, Lib, NZZ, TA, 4.11.20
- 66) Communiqué de presse CF du 10 décembre 2021
- 67) Communiqué de presse CF du 16.12.22; Titres de la presse associative et des fondations au bénéfice de l'aide indirecte à la presse; Titres de la presse locale et régionale au bénéfice de l'aide indirecte à la presse; CdT, Lib, 17.12.22
- 68) Presse vom 22.7.92; Klartext, 1992, Nr. 4.
- 69) BaZ, 10.1.95.
- 70) Bund, 22.1.00; TG, 24.11.00; LT, 16.12.00; NZZ, 20.12.00.; NZZ, 7.12.00.; Presse vom 8.12.00; NZZ, 11.1.01
- 71) NZZ, 20.2.03.; Presse vom 2.10.03.
- 72) NZZ, 4.12.04.
- 73) NZZ, 20.1. und 4.2.06; BaZ, 10.6.06
- 74) Blick, NZZ und TA, 18.4.07.
- 75) Presse vom 4.3. und 18.9.09; LT und NZZ, 4.7.09; Lib., 19.9.09.
- 76) TA, 8.10.11.
- 77) SGT, 1.9.12.
- 78) Medienmitteilung BAKOM vom 16.12.2015; VSM: Position zum Service public; NZZ, TA, 18.8.15; NZZ, SGT, TA, 21.8.15; NZZ,

- 2.9., 12.9., 15.9.15; NZZ, TA, 26.11.15
79) NF, 5.6.00.
80) BZ, 10.5.00; 24h, 16.5.00; Presse vom 16.5. und 24.10.00; NZZ, 19.5.00.
81) Presse vom 23.8.00; NLZ, 24.8.00; NZZ, 25.8.00 und 15.6.01; TA, 2.11.00
82) Presse vom 2.12.00.
83) AB NR, 2011, S.150 f.
84) Medienmitteilungen BAKOM vom 27.2. und 30.4.13; NZZ, 28.2.13.
85) SoZ, 9.2.14; AZ, 3.7.14; TA, 8.11.14; NZZ, 10.11.14
86) Medienmitteilung BR vom 26.9.14; Medienmitteilung WBF vom 2.7.14; AZ, 3.7.14
87) NZZ, 18.8.15; AZ, NZZ, 13.11.15; SoZ, 15.11.15